



RAPPORT D'ACTIVITE 2021

Table des matières

PREFACE	3	CONSEILS CONSULTATIFS	47
2021 EN UN COUP D'OEIL	5	Comité de Contrôle de l'Eau.....	48
PRÉSENTATION GÉNÉRALE	6	Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières	50
Historique	7	Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles	51
Missions.....	8	Conseil du Tourisme.....	53
Composition	9	Conseil wallon de l'Economie sociale.....	54
Structure	9	Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes.....	55
Personnel.....	11	Observatoire du Commerce	57
CESE WALLONIE	12	COMMISSIONS D'AGRÈMENT	58
Assemblée générale	13	Commission consultative des centres d'insertion socio-professionnelle	59
Bureau	15	Commission Chèques.....	60
Commissions internes	17	Commission Congé-éducation payé.....	62
Assemblée des Instances bassin EFE	30	Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale	63
Avis	32	Commission consultative et de concertation en matière de placement	64
PÔLES THÉMATIQUES.....	35	Commission consultative et d'agrément des entreprises Titres-services	66
Pôle Aménagement du territoire	36	Commission consultative Fonds de Formation Titres-Services.....	68
Pôle Energie	37	Commission PMTIC.....	69
Pôle Environnement	38	CENTRE DE DOCUMENTATION	70
Pôle Logement	40	COMMUNICATION	71
Pôle Mobilité.....	42		
Pôle Politique scientifique.....	43		
Pôle Ruralité.....	44		

Préface

Le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie est l'acteur central de la fonction consultative de la Région. Il permet aux membres des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, des associations environnementales ou d'autres associations plus spécifiques, de prendre part à la décision publique et à son suivi, en complément de la démocratie représentative.

Le rapport d'activité 2021 présente les travaux du CESE Wallonie et des organismes dont il assure le secrétariat. L'objectif est d'informer les membres, les partenaires, le Gouvernement wallon, le Parlement de Wallonie et, plus largement, toutes celles et tous ceux qui souhaitent en savoir plus sur les activités menées dans le cadre de la fonction consultative et de la concertation sociale en Wallonie.

La première mission du Conseil est de remettre des avis à la demande du Gouvernement wallon ou d'initiative. Les Commissions internes, regroupant les interlocuteurs sociaux et environnementaux, traitent principalement des politiques économiques, d'emploi et de formation, d'action et d'intégration sociale, de budget et de finances.

En 2021, les Commissions du Conseil ont approfondi et préparé des avis, notamment sur les sujets suivants : les mesures prises en vue de répondre aux conséquences de la crise sanitaire, la création des fonds post-covid, la réforme des aides à la promotion de l'emploi (APE), l'amélioration du dispositif titres-services, le contrôle de

la disponibilité des demandeurs d'emploi, les centres d'insertion socio-professionnelle, les agences conseils en économie sociale, le soutien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, la réforme de la réglementation pour les entreprises de travail adapté, la promotion et prévention de la santé, le financement des établissements pour les aînés, le programme opérationnel FEDER 2021-2027, les adaptations régionales suite au nouveau code des sociétés et des associations, sans oublier l'avis sur les fiches wallonnes du Plan pour la relance et la résilience.

La deuxième mission du Conseil est d'organiser la concertation entre les interlocuteurs sociaux et le Gouvernement wallon. Des réunions ont été régulièrement organisées avec la Ministre Christie MORREALE, pour préparer la réforme des aides à l'emploi et des incitants à la formation. Début de l'année, les membres du Bureau du Conseil ont rencontré les Ministres Willy BORSUS et Philippe HENRY dans le cadre de la préparation du plan de relance. A cette occasion, les interlocuteurs sociaux ont réaffirmé l'importance de la concertation sociale et indiqué les projets qu'ils considèrent comme prioritaires pour la relance.

Des réunions entre les Conseils fédéraux, régionaux et communautaires ont été organisées, de manière à échanger les informations concernant les dossiers d'actualité, dont les mesures et projets en lien avec les plans de relance. Il s'agit également de renforcer la coopération entre les Conseils sur des sujets comme la mobilité ou l'efficacité énergétique des bâtiments.

La troisième mission du Conseil est d'assurer le Secrétariat de Pôles, Commissions ou Conseils spécialisés. Le CESE Wallonie assure le secrétariat de sept Pôles thématiques : Aménagement du territoire, Energie, Environnement, Logement, Mobilité, Politique scientifique et Ruralité. Le Conseil est également chargé du secrétariat de Conseils consultatifs ou Commissions plus spécialisés : la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF), le Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes (CWEHF), le Conseil wallon de l'Economie sociale (CWES), le Conseil du Tourisme, le Comité de Contrôle de l'Eau et l'Observatoire du commerce. En outre, le CESE Wallonie assure le secrétariat de Commissions d'avis en matière d'agrément dans le domaine de l'économie sociale, de l'emploi et de la formation. Une synthèse des activités menées par ces différentes instances durant l'année 2021 complète le rapport d'activité du CESE Wallonie.

Pour soutenir les missions du Conseil et assurer une large diffusion des travaux issus de la fonction consultative, plusieurs événements ont été organisés au cours de l'année écoulée. Un cycle de webinaires transversaux intitulé "La ville face aux défis du futur" a été clôturé. Un autre a démarré sur les enjeux liés à la digitalisation. L'objectif est de mener une large réflexion sur ces thèmes et d'actualiser les propositions du Conseil au travers d'un ou de plusieurs avis. Le cycle des Web'Actus s'est poursuivi, pour enrichir le débat sur des thèmes en lien avec l'actualité.

Côté publications, la revue Wallonie permet notamment de synthétiser le contenu des événements. De plus, le Conseil a publié une version complétée et enrichie de "75 ans d'histoire économique de la Wallonie".

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui contribuent activement à la fonction consultative au CESE Wallonie : les membres de l'Assemblée générale, du Bureau, des Commissions, des Pôles thématiques, des Conseils consultatifs et Commissions d'agrément, des Groupes de travail, ainsi que le personnel du Conseil sans qui rien ne serait réalisé. Ils participent, toutes et tous, aux activités du Conseil, donnent du sens à la fonction consultative et à la concertation sociale en Wallonie.

Bonne lecture !



A stylized handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Luc SIMAR'.

Luc SIMAR
Secrétaire général

Tout comme 2020, l'année 2021 a été marquée par la crise sanitaire et ses conséquences en termes d'organisation du travail. Différentes mesures ont été adoptées pour éviter la propagation du virus, comme le télétravail (obligatoire ou recommandé) ou l'interdiction de rassemblement de plusieurs personnes.

Le CESE Wallonie a respecté l'ensemble des mesures adoptées, en suivant leurs évolutions. Ainsi, les réunions des instances ainsi que les événements ont majoritairement été organisés en visioconférence.

Dans ce contexte, le CESE Wallonie a poursuivi ses activités, permettant ainsi à la fonction consultative de continuer à s'exercer.

2021 EN UN COUP D'OEIL

AVIS DU CESE WALLONIE

28 avis

REUNIONS

650 réunions organisées
par l'ensemble des instances

EVENEMENTS

Mars

Webinaire "La ville en reconstruction"

Mai

Webinaire "La ville en transition"

Septembre

Journées du Patrimoine :
Portes ouvertes du Vertbois

Webinaire "Les enjeux de la digitalisation : inclusion, attractivité et transition"

Novembre

Webinaire "Les enjeux de la digitalisation : développement économique et évolution des pratiques"

+ 5 Web'Actus

sur des thèmes d'actualité

FONCTION CONSULTATIVE

Plus de 650 avis publiés sur
www.cesewallonie.be

RENOUVELLEMENTS

Assemblée générale du CESE
Wallonie

Commission Régionale d'Avis pour
l'Exploitation des Carrières (CRAEC)

Commission consultative d'agrément
des Entreprises Titres-services

PUBLICATIONS

Janvier / Avril / Juillet / Octobre

4 numéros de la revue Wallonie

Mars

75 ans d'histoire économique de la
Wallonie

PRESENTATION GENERALE

Historique

Missions

Composition

Structure

Personnel

Historique

Né de la volonté d'organiser la concertation sociale et la fonction consultative au niveau régional, le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie) a connu plusieurs étapes dans son histoire. En 1972, le Comité économique régional pour la Wallonie est créé. En 1983, il est remplacé par le Conseil économique et social de la Région wallonne. En 2011, il devient le Conseil économique et social de Wallonie.

En 2017, une réforme de la fonction consultative est décidée, avec des conséquences en termes d'organisation et de structuration des instances du Conseil.

En 2018, un décret modifiant la composition du Conseil est voté. Les associations environnementales sont intégrées au Conseil, qui devient le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Avant 1970, plusieurs personnalités politiques, syndicales, patronales avaient mis sur pied une association de défense des intérêts wallons : le Conseil économique wallon. Cette asbl a fonctionné pendant 26 ans.

Début 1971, le Comité économique régional pour la Wallonie (CERW) est créé par la loi du 15/07/1970 portant sur la planification et la décentralisation économique. Il rassemble des représentants politiques et les partenaires sociaux (patrons et syndicats), ce qui en fait un organisme tripartite. Le CERW débute ses travaux en 1972.

A l'époque, il n'y a pas encore de Gouvernement wallon. Le Comité économique régional wallon incarne dès lors la Wallonie vis-à-vis de l'Etat central. Partenaires sociaux et représentants politiques unissent leurs voix et leurs forces pour montrer que la Wallonie n'est pas seulement un concept, mais une réalité ! Des projets importants se négocient à cette époque au CERW en matière d'infrastructures (autoroutes, chemins de fer...), d'emplois, de développement économique, de recherche...

Au début des années '80, les Gouvernements régionaux se mettent en place. Les représentants politiques quittent le Comité économique régional pour la Wallonie. Il faut adapter la loi à cette nouvelle réalité : le 25/05/1983, le Gouvernement wallon adopte un décret qui instaure le Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW).

Le décret du Parlement wallon du 27 octobre 2011 modifie divers décrets concernant les compétences de la Wallonie. Le premier article de ce décret prévoit un changement de dénomination du Conseil économique et social de la Région wallonne (CESRW), les mots "Région wallonne" étant remplacés par le mot "Wallonie". Le CESRW devient le Conseil économique et social de Wallonie (CESW).

Le 16 février 2017, deux décrets relatifs à la rationalisation de la fonction consultative sont votés par le Parlement wallon. Cette réforme, inscrite dans la Déclaration de Politique régionale 2014-2019, vise une plus grande cohérence et une meilleure efficacité de la fonction consultative. Elle est importante pour le CESW vu ses conséquences en termes d'organisation et de structuration : la fonction consultative centralisée au CESW s'organise autour des instances du Conseil (Assemblée générale, Bureau, Commissions internes), des Pôles thématiques, des Conseils consultatifs ainsi que des Commissions d'agrément en matière d'économie sociale, d'emploi et de formation.

Le 18 octobre 2018, le Parlement de Wallonie vote un décret modifiant la composition et la dénomination du Conseil économique et social de Wallonie (CESW) qui devient le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (en abrégé, le CESE Wallonie).

Les représentants des associations environnementales se joignent aux organisations patronales et syndicales afin d'assurer l'exercice de la fonction consultative. Les nouvelles instances du CESE Wallonie ont été mises en place en janvier 2019.

Missions

Outil d'aide à la décision publique, le CESE Wallonie participe activement au processus démocratique, principalement en rendant des avis.

Réunissant les représentants des organisations patronales, syndicales et environnementales, le CESE Wallonie est un lieu unique de dialogue, de débats et de concertation, avec comme objectifs la recherche du consensus et la défense de l'intérêt général.

Les trois missions du CESE Wallonie sont :

1. Rendre des avis et recommandations sur toutes les matières régionales

Les thématiques traitées au CESE Wallonie sont nombreuses : emploi, formation, économie, budget, santé, action sociale, égalité des chances, mobilité, environnement, aménagement du territoire, énergie, recherche, logement, ruralité, tourisme, commerce, patrimoine, ...

Plusieurs types d'avis émanent du CESE Wallonie :

- les avis du CESE Wallonie c'est-à-dire ceux adoptés par les organisations patronales, syndicales et environnementales ;
- les avis des Pôles thématiques ;
- les avis des Conseils consultatifs ;
- les avis des Commissions d'agrément en matière d'économie sociale, d'emploi et de formation.

La plupart des avis rendus sont publics et disponibles sur le site internet du CESE Wallonie, à l'exception des avis portant sur des dossiers individuels.

2. Organiser la concertation sociale entre le Gouvernement wallon et les interlocuteurs sociaux

Le CESE Wallonie est l'organisme régional de concertation sociale. Des réunions régulières sont organisées avec le Gouvernement wallon pour faire avancer ensemble une série de dossiers essentiels pour le développement économique et social de la Wallonie.

Les réunions avec les autres instances consultatives, régionales, belges ou étrangères font également partie de la concertation.

3. Assurer le secrétariat de Pôles, de Conseils consultatifs et Commissions d'agrément spécialisés dans différents domaines

Le CESE Wallonie assure le secrétariat de Pôles, de Conseils consultatifs et Commissions d'agrément, en fournissant à ces instances le personnel et les structures nécessaires pour leur fonctionnement.

Composition

Le CESE Wallonie réunit les interlocuteurs sociaux et les associations environnementales, représentatifs au niveau de la région. Ils portent la voix d'une grande partie des travailleurs, des entreprises et des groupes de défense de l'environnement.

En 2021, les organisations constitutives du CESE Wallonie sont :

Organisations patronales

- Union wallonne des Entreprises (UWE)
- Union des Classes moyennes (UCM)
- Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA)
- Union des Entreprises à Profit social (UNIPSO)
- Syndicat Neutre pour les Indépendants (SNI)

Organisations syndicales

- Comité régional wallon de la Confédération des Syndicats chrétiens (CSC)
- Interrégionale wallonne de la Fédération générale du Travail de Belgique (FGTB)
- Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique (CGSLB)

Organisations environnementales

- Inter-Environnement Wallonie (IEW)
- Réseau Information et Diffusion en éducation à l'environnement (Réseau IDée)

Structure

L'**Assemblée générale** et le **Bureau** du CESE Wallonie constituent les instances décisionnelles du Conseil. Pour les dossiers concernant notamment la politique économique et industrielle, l'emploi, la formation et l'éducation, l'action et l'intégration sociale, les finances, les aspects institutionnels ou budgétaires, le CESE Wallonie s'appuie sur plusieurs **Commissions internes**, réunissant les représentants des organisations patronales, syndicales et environnementales.

En suivant les principes définis par différents décrets ou arrêtés, le CESE Wallonie assure le secrétariat des structures suivantes :

- **Pôles thématiques** : Aménagement du territoire, Energie, Environnement, Logement, Mobilité, Politique scientifique, Ruralité.
- **Conseils consultatifs** : le Comité de Contrôle de l'Eau, la Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières (CRAEC), la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF), le Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes (CWEHF), le Conseil wallon de l'Economie sociale (CWES), le Conseil du Tourisme, l'Observatoire du commerce.
- **Commissions d'avis en matière d'agrément** d'organismes dans le domaine de l'économie sociale, de l'emploi et de la formation.

Ces structures sont composées de représentants des organisations patronales, syndicales, environnementales ainsi que d'autres organisations de la société civile, reconnues pour leur expertise et leur légitimité dans les matières traitées.

Ce rapport d'activité présente la synthèse des travaux menés en 2021 par ces différentes instances consultatives.

Structure

Conseil économique, social et environnemental de Wallonie

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

BUREAU

COMMISSIONS INTERNES

- Action-Intégration sociale (AIS)
- Economie-Politiques industrielles (EFI)
- Emploi-Formation-Education (EFE)
- Finances-Institutionnel-Budget-Simplification administrative (FIS)
- Commission germanophone

p.12

PÔLES

- Aménagement du Territoire
- Energie
- Environnement
- Logement
- Mobilité
- Politique scientifique
- Ruralité

p.35

CONSEILS CONSULTATIFS

- Comité de Contrôle de l'Eau
- Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières (CRAEC)
- Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF)
- Conseil du Tourisme
- Conseil wallon de l'Economie sociale (CWES)
- Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes (CWEHF)
- Observatoire du Commerce

p.47

COMMISSIONS D'AGREMENT

- Commission des centres d'insertion socio-professionnelle (CISP)
- Commission Chèques
- Commission Congé Education payé
- Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale (COMES)
- Commission consultative et de concertation en matière de placement (COPLA)
- Commission Entreprises Titres-Services
- Commission Fonds Formation Titres-Services
- Commission PMTIC

p.58

Personnel

Une équipe pluridisciplinaire de plus de 60 personnes travaille au CESE Wallonie pour assurer le bon fonctionnement de l'institution.

Personnel d'accueil et de maintenance, Assistantes administratives, Documentalistes, Comptables, Secrétaires de Commissions (des universitaires de formation variée : économistes, sociologues, juristes, ingénieurs agronomes, géographes...), Secrétaires général et adjoints.

Secrétaire général : Luc SIMAR

Secrétaires généraux adjoints :

Olivier FLOHIMONT
Pierre GILISSEN

BEGON Mireille	HIJAZI Yasmine
BLANCHART Nathalie	HOUNJE Nathalie
BLANJEAN Frédérique	JOCKIN Bernard
BOUNAMEAU Tonia	KAISER Véronique
BOVEROUX Philippe	KARMAOUI Yasmine
BRASSINE Benoît	KLINKENBERG Anne-Catherine
BRISBOIS Katty	KNOPS Eric
BURION Nadeige	KORVORST Muriel
CARPEAUX Carole	LANGE Stéphanie
CLAUDOT Rudi	LEDIEU Florence
COMPAGNIE Philippe	LUTTERI Ingrid
COOLS Sébastien	MAIRESSE Alain
DEBRAS Anne	MOHAMED Geneviève
DEBRULE Frédérique	MONTAGNINO Carmelina
DELBRASSINNE Nathalie	NIVELLE Sylviane
DELLISSE Véronique ¹	ORBAN Hélène
DEREYMAEKER Nathalie	OURY Macha
DI CATERINA Marianne	PIRLOT Jean-Claude
DIDEBERG Fabienne	PRESTI Laurie
DRAZENOVIC Michel	RAGOEN Cynthia
ESTHER Anne ¹	RIGO Coralie
FABRINETTI Gérard	ROSENGARTEN Dominique
FRAIKIN Anne	ROUXHET Frédéric
FRELOTTE Chiran	RUWET Nathalie
GATHON Dominique	SCHUMACHER Inge
GONTIER Claude	SONNENBERG Anne-Catherine
GOZZA Giuseppe	TILMAN Charlotte
GREGORIO Véronica	TOUATI Nabila
GUILICK Anne	UHODA Séverine
HANSON Sophie	VAN HOOFF Thérèse
HEINE Pierre-Jacques	VELLA Patricia ¹

En 2021, Mmes Monique MERLAND et Dominique GATHON ont été admises à la retraite.

¹En 2021, Mmes Véronique DELLISSE et Patricia VELLA étaient en détachement. Mme Anne ESTHER est en interruption de carrière depuis mars 2020 et est remplacée par Mme Nathalie DEREYMAEKER.

CESE WALLONIE

Assemblée générale

Bureau

Commissions internes

Assemblée des Instances bassin EFE

Avis

Assemblée générale

L'Assemblée joue un rôle important au CESE Wallonie.

Outre l'adoption des avis émis par le Bureau, l'Assemblée définit les orientations de travail du CESE Wallonie, afin que ce dernier puisse remplir les missions qui lui ont été confiées.

En résumé, lors de ses réunions, l'Assemblée :

- ratifie les avis adoptés par le Bureau ;
- nomme certaines catégories de membres du personnel du CESE Wallonie ;
- approuve les comptes ;
- ...

Président

Jean-François TAMELLINI

Premier Vice-Président

Arnaud DEPLAE

Vice-Présidents

Marc BECKER

Olivier de WASSEIGE

Secrétaire général

Luc SIMAR

Secrétaires généraux adjoints

Pierre GLISSEN

Olivier FLOHIMONT

Composition au 31/12/2021

Représentants des employeurs

UWE
Francis CARNOY
Thomas DAVREUX
Jean-Christophe DEHALU
Olivier de WASSEIGE
Laetitia DUFRANE
Volker KLINGES
Cécile NEVEN
Lora NIVASSE
Anne REUL
Clarisse RAMAKERS
Samuël SAELENS
Florie THOMAS

UCM
Eric CHAVET
Arnaud DEPLAE
David PISCICELLI
Virginie RICHIUSO
Valérie SARETTO
Daphné SIOR

UNIPSO
Stéphane EMMANUELIDIS
Dominique VAN de SYPE

FWA
Isabelle JAUMOTTE
José RENARD

SNI
Fabienne VAN DOOREN
Jean-Luc VASSEUR
Christophe WAMBERSIE

Représentants des travailleurs

FGTB
Françoise BERNARD
Morgane BODSON
Geoffrey GOBLET
Patrick LEBRUN
Sabine LIBERT
Michel MATHY
Laurent PIRNAY
Alain REBIER
Hillal SOR
Jean-François TAMELLINI
Mariet VANDERSTUKKEN
Laurie VAN ISACKER

CSC
Bruno ANTOINE
Marc BECKER
Alain BODSON
André BRULL
Pierre DEBROUX
Laurence DECHAMBRE
Régine FOURNY
Isabelle MEERHAEGHE
Marc NIESSEN
Muriel RUOL
Didier SMEYERS
Jean-Marc URBAIN

CGSLB
Christian LOCHET

Représentants des organisations environnementales

IEW
Agathe DEFOURNY
Olivier GUILLITTE
Sylvie MEEKERS
Roland MOREAU

Réseau IDées
Damien REVERS
Joëlle VAN DEN BERG

Assemblée générale

L'Assemblée générale du CESE Wallonie compte 56 membres : 25 représentants des organisations syndicales, 25 représentants des organisations patronales et 6 représentants des organisations environnementales. Les membres sont désignés par le Gouvernement wallon sur base des listes fournies par les organisations représentatives dans la région.

La durée du mandat des membres de l'Assemblée est de 4 ans.

L'Assemblée générale du CESE Wallonie est composée de manière à respecter le décret du 27 mars 2014 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs.

Comme le stipule le décret du 15 octobre 2018, les 56 membres sont issus des organisations représentatives des travailleurs, de l'industrie et des grandes entreprises non-industrielles, des classes moyennes, de l'agriculture et des associations environnementales.

Parmi ces 56 membres, on compte :

- 25 membres présentés par : l'Union wallonne des Entreprises - UWE (12), l'Union des Classes moyennes - UCM (6), l'Union des Entreprises à Profit social - UNIPSO (2), la Fédération wallonne de l'Agriculture - FWA (2) et le Syndicat Neutre pour les Indépendants - SNI (3).
- 25 membres présentés par : le Comité régional wallon de la Confédération des Syndicats chrétiens - CSC (12), l'Interrégionale wallonne de la Fédération générale du Travail de Belgique - FGTB (12) et la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique - CGSLB (1).
- 6 membres présentés par Inter-Environnement Wallonie (IEW) et par le Réseau Information et Diffusion en éducation à l'environnement (Réseau IDée).

Trois membres de l'Assemblée générale sont issus de la Communauté germanophone.

Synthèse des travaux

En 2021, l'Assemblée générale s'est réunie à trois reprises, à savoir les 31 mai, 28 juin et 20 décembre. Les trois réunions ont eu lieu en visioconférence.

Lors de chacune des réunions, les avis émis par le Bureau dans les semaines précédant la réunion de l'Assemblée sont inscrits à l'ordre du jour de manière à être adoptés définitivement par les membres du Conseil.

Outre les réunions de l'Assemblée, les membres de celle-ci sont invités à participer à tous les événements organisés par le CESE Wallonie ainsi qu'aux réunions des Commissions dites "élargies".

Lors de la réunion du 28 juin, l'Assemblée générale du CESE Wallonie a été renouvelée (voir encadré ci-dessous).

Le 20 décembre, Sylvie MARIQUE, Commissaire à la Reconstruction et Marc DEGAUTE, Chef de Cabinet du Ministre-Président, ont présenté aux membres de l'Assemblée le Plan de relance de la Wallonie et les aides mises en place suite aux inondations ayant frappé la Wallonie en juillet 2021.

Renouvellement de l'Assemblée générale

Le lundi 28 juin, l'Assemblée générale du CESE Wallonie a été renouvelée, les mandats des membres, d'une durée de 4 ans, étant arrivés à échéance. Lors de la séance de renouvellement, le Ministre-Président de la Wallonie, Elio Di RUPPO, est intervenu et a échangé avec les membres du Conseil. Après le débat entre les membres de l'Assemblée et le Ministre-Président, le Président, Jean-François TAMELLINI, tout en remerciant pour la confiance en vue de présider le CESE Wallonie durant les deux prochaines années, a souligné les atouts du Conseil. Il a ensuite rappelé l'importance de la concertation pour la mise en œuvre du Plan de relance pour la Wallonie et évoqué les travaux du CESE Wallonie pour les mois à venir ainsi que les thématiques sur lesquelles le Conseil se penchera : la politique des villes, les programmes européens, le plan de lutte contre la pauvreté, l'énergie sous ses différents aspects,...

Bureau

Le Bureau est l'une des instances décisionnelles du CESE Wallonie. Son rôle est essentiel dans l'organisation des travaux du Conseil puisque c'est le Bureau qui :

- adopte les avis avant leur ratification par l'Assemblée générale ;
- donne les lignes directrices pour les travaux du CESE Wallonie, des Commissions, des Groupes de travail ;
- prépare les réunions avec les autorités politiques et les autres organismes de concertation ;
- met en œuvre les orientations définies par l'Assemblée ;
- élabore les prises de position du CESE Wallonie ;
- ...

Composition au 31/12/2021

Représentants des employeurs

UWE

Olivier de WASSEIGE
Cécile NEVEN
Samuel SAELENS

UCM

Arnaud DEPLAE
David PISCICELLI
Daphné SIOR

UNIPSO

Dominique VAN de SYPE

FWA

José RENARD

SNI

Christophe WAMBERSIE

Représentants des travailleurs

FGTB

Laurent DEFOURNY
Jean-François TAMELLINI
Sabine LIBERT
Michel MATHY

CSC

Bruno ANTOINE
Marc BECKER
Muriel RUOL
Jean-Marc URBAIN

CGSLB

Christian LOCHET

Représentants des organisations environnementales

IEW

Roland MOREAU

Synthèse des travaux

Le Bureau s'est réuni 16 fois dans le courant de l'année 2021 : 11 et 25 janvier, 8 février, 8 et 22 mars, 26 avril, 10 et 31 mai, 14 et 28 juin, 12 juillet, 13 septembre, 11 et 25 octobre, 22 novembre, 20 décembre.

La partie qui suit propose la synthèse des travaux du Bureau qui s'articulent principalement autour des axes suivants :

1. Fonction consultative
2. Concertation
3. Suivi de l'organisation générale des travaux du CESE Wallonie

Bureau

Fonction consultative

Le CESE Wallonie remet des avis sur toutes les matières qui concernent la Wallonie : il est ainsi l'acteur central de la fonction consultative régionale.

Les avis portent sur les projets de décrets et d'arrêtés, sur les plans stratégiques, sur les orientations politiques. Ils sont rendus d'initiative ou sur demande des autorités. Les thématiques abordées sont nombreuses et touchent directement la vie des citoyens et des entreprises.

Les projets d'avis, préparés au sein des Commissions internes du CESE Wallonie (voir en page 17), sont soumis au Bureau, qui les adopte de manière intérimaire.

En 2021, le CESE Wallonie a rendu 28 avis soit à la demande du Gouvernement wallon, soit d'initiative. Le nombre d'avis rendus par le CESE Wallonie est en légère augmentation par rapport à 2020, même s'il reste en deçà des chiffres des années précédentes.

Les avis du CESE Wallonie rendus en 2021 portent sur différents dossiers en matière d'économie, d'emploi et de formation, d'action sociale, de fiscalité... La liste des avis est proposée en page 33. Parmi les thèmes des avis rendus, citons les mesures prises en vue de répondre aux conséquences de la crise sanitaire, la création des fonds post-covid (notamment celui du rayonnement de la Wallonie et celui de sortie de la pauvreté), la confirmation de la 2^{ème} vague des arrêtés de pouvoirs spéciaux, la réforme des aides à l'emploi, l'amélioration du dispositif titres-services, le contrôle de la disponibilité des demandeurs d'emploi, les centres d'insertion socio-professionnelle, les agences conseils en économie sociale, le soutien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, la réforme de la réglementation pour les entreprises de travail adapté, la promotion et prévention de la santé, le financement des établissements pour les aînés, le programme opérationnel FEDER 2021-2027, la réforme de la gouvernance de la SOFICO, les adaptations régionales suite au nouveau code des sociétés

et des associations, sans oublier l'avis sur les fiches wallonnes du Plan pour la relance et la résilience.

Tous les avis du CESE Wallonie sont publics et disponibles sur www.cesewallonie.be.

Concertation

Le Bureau prépare et assure le suivi de la concertation. La concertation s'organise entre les interlocuteurs sociaux et le Gouvernement (ou ses Ministres) ainsi qu'avec les autres organismes de concertation et de consultation.

Gouvernement

Des rencontres régulières ont lieu entre les représentants des interlocuteurs sociaux, réunis au sein du GPSW (Groupe des partenaires sociaux wallons), et le Gouvernement wallon (dans son ensemble ou avec certains Ministres).

En 2021, les réunions suivantes ont été organisées :

- GPSW – Ministre de l'Emploi et de la Formation, Christie MORREALE : plusieurs réunions ont eu lieu courant 2021 afin de discuter des dispositifs d'aide à l'emploi et à la formation (notamment de la réforme des incitants financiers à la formation). Les dates de ces réunions sont les suivantes : 25 janvier, 22 février, 8 et 22 mars, 30 juin, 5 juillet, 22 septembre, 8 novembre.
- GPSW – Ministre du Climat, des Infrastructures, de l'Energie et de la Mobilité, Philippe HENRY. Une réunion a été organisée le 10 mars, en vue d'un échange sur les différentes initiatives de relance.
- GPSW – Ministre de l'Economie, de la Recherche et de l'Innovation, Willy BORSUS. Une réunion a été organisée le 31 mars, sur les principaux axes du Plan de Relance.

Organismes de concertation et de consultation

Organisées de manière régulière, les réunions "Interconseils" rassemblent les Secrétariats des Conseils économiques et sociaux régionaux (Brupartners, SERV et CESE Wallonie), du Conseil national du Travail et Conseil central de l'Economie. Ces réunions permettent un échange d'informations sur les dossiers en cours ; elles sont aussi l'occasion de décider d'expressions communes sur des thématiques spécifiques.

Trois réunions ont eu lieu en 2021 : le 9 février, le 1^{er} juin et le 5 octobre. Les échanges ont principalement porté sur le Plan national pour la relance et la résilience, l'organisation du travail post-covid (télétravail), l'impact de la crise sanitaire sur le développement économique, la rénovation énergétique des bâtiments et la mobilité.

Suivi de l'organisation générale des travaux du CESE Wallonie

Outre l'examen des projets d'avis et le suivi de la concertation, le Bureau oriente les travaux du CESE Wallonie, de ses Commissions et Services.

Le Bureau est également informé du suivi de la "Conférence des Présidents". Celle-ci réunit les Présidents des différentes instances consultatives et le Secrétariat général. Lors des réunions, ils définissent ensemble les procédures nécessaires à la bonne organisation de la fonction consultative.

En 2021, le Bureau a ainsi assuré le suivi des décisions prises relatives au fonctionnement interne du Conseil et à la politique du personnel.

Enfin, le Bureau suit avec attention les travaux en matière de communication et de publications (voir en page 72).

Commissions internes

Les Commissions internes du CESE Wallonie :

- Commission de l'Action et de l'Intégration sociale, des Services collectifs et de la Santé (AIS)
- Commission de l'Economie et des Politiques industrielles (EPI)¹
- Commission de l'Emploi, de la Formation et de l'Education (EFE)
- Commission des Finances, des Questions institutionnelles, des Budgets et de la Simplification administrative (FIS)¹
- Commission spéciale germanophone

Les Commissions internes constituent le premier lieu de dialogue et de rencontre entre les représentants des organisations patronales, syndicales et environnementales.

Composées d'hommes et de femmes de terrain, spécialistes dans les matières traitées, les Commissions préparent les avis du CESE Wallonie, débattent des projets du Gouvernement et préparent les orientations politiques.

C'est au sein des Commissions que les projets d'avis du CESE Wallonie sont élaborés. Les Commissions se tiennent informées de l'évolution des dossiers d'actualité. Elles débattent aussi d'enjeux et des politiques stratégiques pour l'avenir de la Wallonie.

Les Commissions du CESE Wallonie réunissent les experts désignés par les organisations patronales, syndicales et environnementales représentées à l'Assemblée générale. Les intitulés des Commissions indiquent les matières qui y sont traitées. Chaque Commission comporte un Président et un Vice-Président.

Aux membres, présentés par organisation, s'ajoutent les experts et les experts occasionnels. Ceux-ci peuvent participer aux réunions en fonction des thématiques abordées et de leur domaine d'expertise.

Pour certains dossiers "transversaux", des réunions conjointes de plusieurs Commissions sont organisées. Sur certains thèmes, des groupes de travail spécifiques peuvent également être mis en place, sur décision du Bureau.

Depuis la réforme de la fonction consultative, le CESE Wallonie compte cinq Commissions permanentes qui sont présentées dans les pages qui suivent.

Le Secrétariat des Commissions est assuré par le personnel du CESE Wallonie. Les Secrétaires de Commission organisent les réunions et les auditions, préparent les dossiers, rédigent les projets d'avis sur base des positions exprimées par les membres, rédigent les comptes-

rendus,... Les Assistantes administratives complètent l'équipe et permettent, grâce à leur appui technique, la bonne organisation des travaux.

La composition des Commissions présentées est celle en date du 31 décembre 2021.

Au cours de l'année 2021, en raison de la crise sanitaire, la majorité des réunions ont eu lieu en visioconférence.

¹En décembre 2021, sur décision du Bureau du CESE Wallonie, les Commission EPI et FIS ont fusionné pour former la Commission Economie – Finance – Politiques industrielles (EFPI).

Commission Action - Intégration sociale (AIS)

Présidence

Sabine LIBERT

Vice-Présidence

Didier SMEYERS

Secrétaires de Commission

Nathalie DELBRASSINNE

Sylviane NIVELLE

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

	Membres	Experts	Experts occasionnels
FWA	Myriam LAMBILLON Aurélie NOIRET		
UCM	Jamila FERJAOUI Renaud FRANCCART David PISCICELLI	Marcel RATY	
UNIPSO	Julien BUNCKENS Alice FLAHAUT Denis HENRARD Elise LAY Gaël VERZELE	Olivia RASKIN Marc XHROUET	
UWE	Laetitia DUFRANE Arnaud LE GRELLE Christian RADERMECKER Florine THOMAS		
CSC	Bénédicte CANIVEZ Lina CLOOSTERMANS Thierry JACQUES Dimitra PENIDIS Didier SMEYERS	Stéphanie PAERMENTIER Nicolas VANDENHEMEL	Yves HELLENDORF
CGSLB	Christian BOUGARD Bertrand JONCKERS Flore LANGE Béatrice LEONARD	Eric DUBOIS Fabrice JARDON Bérenger TSINGOS	
FGTB	Nicolas ALMAU Geoffrey GOBLET Sabine LIBERT Nathalie LIONNET	Tanguy CORNU Raphaël EMMANUELIDIS Maria GUTIERREZ	Morgane BODSON Sandra DELHAYE Thomas DI PANFILO Martine UGOLINI

Commission Action - Intégration sociale (AIS)

Dans le cadre de la réforme de la fonction consultative de 2017, des modalités spécifiques ont été adoptées pour la fonction consultative confiée au CESE Wallonie, de deux secteurs émanant de la DGO5 qui ne sont pas couverts par les organes consultatifs de l'AVIQ, concernant l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère (IPEOE) et l'action sociale *sensu stricto*. La Commission AIS a été élargie à deux sections "Action sociale" et "IPEOE", composées d'experts associés émanant de ces secteurs ayant voix délibérative et qui enrichissent la réflexion des partenaires sociaux dans ces matières.

Section "Action sociale"			Section "Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère"		
	Membres effectifs	Membres suppléants		Membres effectifs	Membres suppléants
AMA	Antoine FARCHAKH	Christine VANHESSEN	Carrefour des cultures	Khalil NEJJAR	Richard SAKA SAPU
ARCA	Louise REMICHE	Mélissa LIBERT	CIEP	Ainoa MOTTE DIT FALISSE	Erol OZYASAR
CAIPS	Jean-Luc VRANCKEN	François XHAARD	CRI Namur	Benoîte DESSICY	
Centre de référence agréé en médiation de dettes		Fabienne JAMAIGNE	CRI Verviers		Farid NAGUI
Fédération des CPAS	Frédéric TILQUIN	Arnaud WEGRIA	CRILUX		Nicolas CONTOR
Fédération des services sociaux	Jonathan de SCHAETZEN	Camille WARNIER	CRIPEL	Régis SIMON	
Intégra Plus		Stéphane BERTRAND	Fédération des CPAS	Laetitia HUYGHE	Vinciane MASURELLE
Mutualité Chrétienne		Serge JACQUINET	Fédération des services sociaux	Anne-Françoise BASTIN	Bénédicte MACCATORY
Observatoire du crédit et de l'endettement	Sabine THIBAUT		Interfédé CISP	Anne-Hélène LULLING	Louise NIKOLIC
Relais social de Liège	Adrien FIEVET		Le monde des possibles	Pauline MALLET	Serge SEMENYO DAKPUI
RWLP		Marie-Laure THIRY	SETISW	Daniel MARTIN	Christelle ARAUXO
Solidaris	Ivan DECHAMPS				
UVCW	Stéphanie SCAILQUIN	Catherine DELHEZ			

Commission Action - Intégration sociale (AIS)

La Commission de l'Action et de l'Intégration sociale, des Services collectifs et de la Santé s'est réunie à neuf reprises durant l'année 2021, à savoir les 6 janvier, 3 février, 3 mars, 31 mars, 5 mai, 8 septembre, 6 octobre, 10 novembre et 8 décembre.

La Commission AIS s'est réunie en composition élargie aux Sections "Action Sociale" et "Intégration des personnes étrangères" les 3 mars, 31 mars, 5 mai, 10 novembre, et à la section " Action Sociale " le 6 octobre.

Préparation d'avis

Au cours de l'année 2021, la Commission AIS a préparé les avis suivants :

- Avis n°1459 adopté par le Bureau le 25 janvier sur l'avant-projet d'arrêté réformant la réglementation relative aux entreprises de travail adapté.
- Avis n°1466 adopté par le Bureau le 26 avril sur :
 - Avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post Covid-19 de sortie de la pauvreté" ;
 - Avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post Covid-19 de sortie de la pauvreté" pour les compétences transférées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;
 - Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post Covid-19 de sortie de la pauvreté" ;
 - Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post Covid-19 de sortie de la pauvreté" pour les compétences transférées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

- Avis n°1468 adopté par le Bureau le 10 mai sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre IV du livre IV de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatives aux services d'aide aux familles et aux aînés (première lecture).
- Avis n°1471 adopté par le Bureau le 12 juillet sur l'avant-projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la promotion de la Santé et la Prévention (première lecture).
- Avis n°1477 adopté par le Bureau le 11 octobre sur l'avant-projet de décret relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap.
- Avis n°1478 adopté par le Bureau le 11 octobre sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en matière de financement des institutions du secteur de la santé (MR/MRS).
- Avis n°1479 adopté par le Bureau le 11 octobre sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du CWASS relatives au soutien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.
- Avis n°1480 adopté par le Bureau le 11 octobre sur l'Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du titre II du livre VI de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatif aux subventions de fonctionnement spécifiques aux centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit.
- Avis n°1481 adopté par le Bureau le 25 octobre sur le projet d'avis relatif au projet d'arrêté du Gouvernement wallon reportant l'entrée en vigueur de l'article 153, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 modifiant le code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne des dispositions relatives aux aînés.

Auditions d'experts et d'invités

- Le 10 novembre :
 - Mme Isabelle REGINSTER, Chargée de recherche à l'IWEPS, pour une présentation du rapport de recherche n°45 de l'IWEPS sur l'Indice de situation sociale de la Wallonie et le focus sur les impacts de la crise Covid-19 sur les conditions de vie et les inégalités sociales en Wallonie.
- Le 8 décembre :
 - Mme Jessica MARCHAL accompagnée d'autres collaborateurs-trices de la Ministre Christie MORREALE, pour une présentation du Plan de relance pour la Wallonie – volet Inclusion sociale/santé.

Autres travaux

La Commission AIS a examiné conjointement avec les Sections "Action Sociale" et "Intégration des personnes étrangères" le Rapport final de la Task Force Emploi, Social & Santé ainsi que le Plan wallon de sortie de la Pauvreté.

La Commission AIS a également été informée sur la procédure de renouvellement des mandats des experts associés au sein des Sections.

Un suivi de la réforme des Aides à la Promotion de l'Emploi (APE) a été réalisé conjointement par les Commissions EFE et AIS.

La Commission AIS a également apporté sa contribution à l'élaboration de l'avis A.1462 du 22 mars 2021 sur les fiches wallonnes du Plan pour la relance et la résilience ainsi qu'à la préparation d'un avis d'initiative sur le suivi du Mémoire 2019-2024 du CESE Wallonie et des Pôles thématiques.

Commission Economie - Politiques industrielles (EPI)

Présidence

Jean-Christophe DEHALU

Vice-Présidence

Michel MATHY

Secrétaires de Commission

Philippe BOVEROUX
Frédérique DEBRULE

Assistante administrative

Coralie RIGO

	Membres	Experts	Experts occasionnels
FWA	Valentine HUYS Nicolas NELIS		
SNI	Florent DESCAMPS Frédéric GODART		
UCM	Tania LOULTCHEFF Charly TCHINDA	Daphné SIOR David PISCICELLI	
UNIPSO	Mathieu DE POORTER Dominique VAN DE SYPE	Stéphane EMMANUELIDIS Michaël MERCHERS	
UWE	Geoffrey JORIS	Salim CHAMCHAM Carine LAMBERT Samuël SAELENS	
CSC	Antoine DEDRY	Yves MILANTS François RENARD Muriel RUOL Jean-Marc URBAIN Clarisse VAN TICHELEN	Luc NORGA François SANA
CGSLB	Christian BOUGARD Eugénie LEDOUX Béatrice LEONARD Bérenger TSINGOS	Vicky HENDRICK Olivier LECOMTE	
FGTB	Clarisse VALLES Michaël VENTURI	Olivier BONFOND Joël THIRY	Thomas DI PANFILO Laure HOMERIN Marialise MAGNO Margot MAILLARD Laurent PIRNAY Jean-François RAMQUET Robert VERTENUEIL
IEW	Roland MOREAU		

Commission Economie - Politiques industrielles (EPI)

La Commission de l'Economie et des Politiques industrielles (EPI) s'est réunie à 10 reprises durant l'année 2021, à savoir les 18 janvier, 15 février, 15 mars, 19 avril, 17 mai, 21 juin, 20 septembre, 18 octobre, 22 novembre et 13 décembre.

Quatre réunions (15 février, 19 avril, 21 juin et 13 décembre) ont été organisées conjointement avec la Commission Finance - Institutionnel - Budget - Simplification administrative (FIS).

Une réunion (17 mai) a été organisée conjointement avec les Commissions Emploi - Formation - Education (EFE) et Action - Intégration sociale (AIS).

Deux réunions (20 septembre et 18 octobre) ont été organisées conjointement avec la Commission FIS et le Pôle Politique scientifique.

Une réunion (22 novembre) a été organisée conjointement avec la Commission FIS et le Pôle Logement.

Préparation d'avis

Au cours de l'année 2021, la Commission EPI a préparé les avis suivants :

- Avis n°1461 adopté par le Bureau le 8 mars 2021, conjoint avec la Commission FIS, sur les avant-projets de décrets portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire lors de la deuxième vague du Covid-19.
- Avis n°1462 adopté par le Bureau le 22 mars 2021 sur les fiches wallonnes du Plan pour la relance et la résilience.
- Avis n°1467 adopté par le Bureau le 26 avril 2021 conjoint avec la Commission FIS sur l'avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post Covid-19 de rayonnement de la Wallonie" et sur

le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post Covid-19 de rayonnement de la Wallonie".

- Avis n°1472 adopté par le Bureau le 13 septembre 2021 conjoint avec la Commission FIS sur l'avant-projet de décret modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (première lecture).
- Avis n°1473 adopté par le Bureau le 13 septembre 2021, conjoint avec la Commission FIS, sur l'avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience" et sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience".
- Avis n°1475 adopté par le Bureau le 23 septembre 2021 sur le programme opérationnel FEDER 2021-2027.

Auditions d'experts et d'invités

- Le 18 janvier :
 - M. Benoît HUCQ, Directeur général de l'Agence du Numérique (AdN), pour une présentation du suivi et des actions proposées par l'AdN dans le cadre de Get Up Wallonia.
- Le 15 février :
 - M. Jean JANSS, Inspecteur général du Département de la Coordination des fonds structurels du SPW, pour une présentation du bilan de la période de programmation 2014-2020 et sur les orientations de la période de programmation 2021-2027.
- Le 15 mars :
 - M. Christophe PIETTE, Economiste à la Banque Nationale de Belgique, pour une présentation

intitulée "La liquidité et la solvabilité des entreprises belges face à la crise du Covid".

- Le 19 avril :
 - Mme Chantal KEGELS, Coordinatrice de l'équipe "Etudes structurelles du Bureau Fédéral du Plan" pour une présentation intitulée "Les branches clés de la R&D en Belgique".
- Le 17 mai :
 - M. Stijn BROECKE, Senior Economist, pour une présentation du rapport de l'OCDE sur le futur des travailleurs sous-qualifiés en Belgique.
- Le 21 juin :
 - M. Eric WATTELAR, Conseiller au Cabinet du Ministre Jean-Luc CRUCKE, pour une présentation du rapport relatif à la phase 1 du Budget Base Zéro (BBZ).
 - Mme Théodora FLIKAS, Directorate-General for Regional and Urban Policy, pour une présentation du dispositif React-EU.
- Le 20 septembre :
 - M. Jean JANSS, Inspecteur général du Département de la Coordination des fonds structurels du SPW, pour une présentation du programme opérationnel FEDER 2021-2027.
- Le 18 octobre :
 - M. Nicolas PIRE, Chef de Cabinet du Ministre Willy BORSUS, d'une part pour une présentation des mesures du plan de relance portées par le Ministre BORSUS, et d'autre part pour une information concernant la réforme des outils économiques et financiers wallons.
- Le 22 novembre :
 - MM. Benoît BAYENET et Marc BOURGEOIS pour une présentation du rapport fait au Parlement sur le précompte immobilier et la fiscalité immobilière.

Commission Economie – Politiques industrielles (EPI)

- Le 13 décembre :
 - M. Marcus DEJARDIN, Professeur à l'UNamur et l'UCL, pour une présentation du rapport du Conseil National de la Productivité 2021.

Autres travaux

La Commission EPI a participé à l'évaluation du Mémorandum 2019-2024 à mi-parcours.

Elle a également pu recueillir toute une série d'informations, via notamment les différentes auditions réalisées, sur les plans d'aide tant aux niveaux européen que fédéral ou régional et sur leur articulation entre eux.

En décembre 2021, sur décision du Bureau du CESE Wallonie, les Commission EPI et FIS ont fusionné pour former la Commission Economie – Finance – Politiques industrielles (EFPI).

Commission Emploi-Formation-Education (EFE)

Présidence

Bruno ANTOINE

Vice-Présidence

Sabine LIBERT

Secrétaires de Commission

Bernard JOCKIN

Véronique KAISER

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

	Membres	Experts	Experts occasionnels
FWA	Fanny GERARTS Aurélie NOIRET Guillaume VAN BINST	Marie-Laure SEMAILLE	
SNI	Florent DESCAMPS Frédéric GODART		
UCM	David PISCICELLI	Clarisse RAMAKERS Jacques WILKIN	
UNIPSO	Frédéric CLERBAUX Dominique VAN DE SYPE Sophie VASSEN	Stéphane EMMANUELIDIS Pierre MALAISE	
UWE	Laura BELTRAME Jean de LAME Laetitia DUFRANE Edouard FRANCO Béatrice LEONARD Florie THOMAS	Rose-May DELRUE Gauthier DE VOS Arnaud LE GRELLE	
CSC	Alain BODSON André BRULL Angélique WIDART	Thierry JACQUES Jeanne MAILLARD Jean-Louis TEHEUX Nicolas VANDENHEMEL	Anh Thuong HUYNH Luc NORGA Marc SCIUS
CGSLB	Christian BOUGARD Inès DUBOIS Dominique VAES	Jean-François GHYS	
FGTB	Renaud BIERLAIRE Olivier BOUILLON	Olivier FLOHIMONT Jérôme THIRY Mariet VANDERSTUKKEN	Roméo BORDENGA Morgane BODSON Thomas DI PANFILO Sébastien DUPANLOUP Laure HOMERIN Joan LISMONT Isabelle MICHEL Agnès RAMAEKERS Maxime ROLAND Joël THIRY
Réseau IDées	Damien REVERS Véronique RASQUINET		

Commission Emploi-Formation-Education (EFE)

La Commission de l'Emploi, de la Formation et de l'Éducation (EFE) s'est réunie à 13 reprises durant l'année 2021, exclusivement en visioconférence, à savoir les 20 janvier, 3 mars, 17 mars, 31 mars, 21 avril, 17 mai, 2 juin, 1^{er} septembre, 15 septembre, 6 octobre, 20 octobre, 1^{er} décembre et 15 décembre. Certaines de ces réunions se sont tenues en partie conjointement avec d'autres instances :

- Le 20 janvier, les membres de la Commission Économie - Politiques industrielles (EPI) ont été invités à participer à un point de l'ordre du jour de la réunion de la Commission EFE consacré au dossier relatif à l'accès à la profession et au contrôle de proportionnalité de ces réglementations.
- Lors des réunions des 31 mars, 21 avril, 15 septembre et 6 octobre, les représentants des interlocuteurs sociaux au sein de la Commission d'agrément des entreprises Titres-services ont été invités à participer aux travaux de la Commission, pour l'examen des réformes visant le dispositif Titres-services.
- La réunion du 17 mai s'est tenue conjointement avec la Commission EPI et la Commission Action - Intégration sociale (AIS), pour la présentation du rapport de l'OC-DE sur l'avenir des travailleurs peu qualifiés.
- Le 2 juin, les membres de la Commission AIS ont été invités à participer à un point de l'ordre du jour de la réunion de la Commission EFE abordant la réforme des aides à la promotion de l'emploi (APE).
- Le 6 octobre, les membres des Commissions EPI et AIS ont été invités à participer à un point de l'ordre du jour de la réunion de la Commission EFE sur le Fonds social européen (FSE+).

Par ailleurs, le 15 février, les membres de la Commission EFE ont été invités à participer à un point de l'ordre du jour de la Commission EPI portant sur le Fonds européen de développement régional (FEDER).

Préparation d'avis

Au cours de l'année 2021, la Commission EFE a préparé les avis suivants :

- Avis n°1457 adopté par le Bureau le 11 janvier 2021, sur l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux Centres d'insertion socio-professionnelle.
- Avis n°1458 adopté par le Bureau le 25 janvier 2021, sur les avant-projets de décret transposant la Directive (UE) 2018/958 relative à un contrôle de la proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions.
- Avis n°1463 adopté par le Bureau le 14 avril 2021, sur l'avant-projet de décret relatif aux Agences-conseil en économie sociale.
- Avis n°1464 adopté par le Bureau le 26 avril 2021, sur l'avant-projet de décret portant diverses modifications à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité.
- Avis n°1465 adopté par le Bureau le 26 avril 2021, sur l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle.
- Avis n°1470 adopté par le Bureau le 14 juin 2021, sur le projet d'arrêté portant exécution du décret relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires (réforme des APE).
- Avis n°1474 adopté par le Bureau le 20 septembre 2021, sur l'avant-projet d'accord de coopération entre

la Commission communautaire française et la Région wallonne créant FORMAFORM, Centre multi-partenarial de développement des compétences des professionnels de l'orientation, de la formation, de l'insertion socioprofessionnelle et de la validation des compétences.

- Avis n°1476 adopté par le Bureau le 11 octobre 2021, sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services et l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation des titres-services.
- Avis n°1482 adopté par le Bureau le 25 octobre 2021, sur le projet d'arrêté portant exécution du décret relatif à l'accompagnement orienté coaching et solution des chercheurs d'emploi.
- Avis n°1483 adopté par le Bureau le 25 octobre 2021, sur le projet d'arrêté portant exécution de l'article 35 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.
- Avis n°1484 adopté par le Bureau le 25 octobre 2021, sur l'avant-projet de décret relatif à la formation de base au numérique.

La Commission a également contribué, pour les compétences en matière d'emploi et de formation, à la préparation des avis transversaux listés ci-dessous, conjointement avec d'autres Commissions :

- Avis n°1460 adopté par le Bureau le 8 mars 2021, sur les avant-projets de décret et les projets d'arrêté adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations.
- Avis n°1461 adopté par le Bureau le 8 mars 2021, sur les avant-projets de décret portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire lors de la deuxième vague du Covid-19.

Commission Emploi-Formation-Education (EFE)

- Avis n°1462 adopté par le Bureau le 22 mars 2021, sur les fiches wallonnes du Plan pour la relance et la résilience.
- Avis n°1469 adopté par le Bureau le 14 juin 2021, sur le projet d'arrêté portant mesures diverses en vue de répondre aux conséquences de la crise du Covid en matière d'emploi, de formation et d'insertion socio-professionnelle, en ce compris l'économie sociale.

Auditions d'experts et d'invités

Au cours de l'année 2021, dans le cadre de l'instruction des dossiers traités, la Commission de l'Emploi, de la Formation et de l'Éducation a entendu les personnes suivantes :

- Le 15 février :
 - lors d'une réunion organisée par la Commission EPI, M. Jean JANSS, Inspecteur Général du Département de la Coordination des fonds structurels du SPW, pour une présentation du bilan de la période de programmation FEDER 2014-2020 et des orientations de la période de programmation 2021-2027.
- Le 17 mars :
 - M. Steven VANACKERE, Vice-Président du Conseil supérieur de l'Emploi, Directeur de la BNB, M. Philippe DELHEZ, Économiste à la BNB, ainsi que Mme Marie-Laure NOIRHOMME, du Secrétariat du Conseil supérieur de l'emploi, SPF Emploi, pour une présentation du rapport du Conseil supérieur de l'Emploi "Quelle place pour les personnes peu diplômées sur le marché du travail en Belgique ?".
- Le 31 mars :
 - M. Laurent WENRIC, Chef de Cabinet adjoint, et M. Gianni INFANTI, Conseiller, représentant le Cabinet de la Ministre Christie MORREALE, pour une présentation de l'avant-projet de décret modifiant le dispositif Titres-services.
- Le 17 mai :
 - conjointement avec les Commissions EPI et AIS, M. Stijn BROECKE, Senior Economist à l'OCDE, pour la présentation du rapport de l'OCDE "The Future of Low-Educated workers in Belgium".
- Le 1^{er} septembre :
 - M. Laurent WENRIC, Chef de cabinet adjoint, et M. Benjamin BIERLAIRE, Conseiller, représentant le Cabinet de la Ministre Christie MORREALE, pour une présentation de la réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi.
- Le 15 septembre :
 - M. Gianni INFANTI, Conseiller, représentant le cabinet de Madame la Ministre Christie MORREALE, pour une présentation du projet d'arrêté modifiant le dispositif et le Fonds de formation Titres-services.
- Le 6 octobre :
 - Mmes Émeline PETIT, Cheffe de Cabinet adjointe, et Claudine BERGIERS, Conseillère, représentant le Cabinet du Ministre-Président Elio DI RUPO, ainsi que Mmes Véronique LESNE, Directrice, et Stéphanie CLOSE, Directrice adjointe Service Gestion, pour la Cellule FSE, pour une présentation du bilan de la période de programmation FSE 2014-2020 et des perspectives relatives à la programmation FSE+ 2021-2027.
- Le 1^{er} décembre :
 - Mmes Céline MARCHAL et Natacha VINCKEN-BOSCH, Conseillères, représentant la Ministre Christie MORREALE, pour une présentation des fiches du plan de relance en matière d'emploi et de formation.
- Le 15 décembre :
 - Mme Corinne STEPHENNE et M. Baptiste ROZE, Conseillers, représentant du Ministre Willy BORSUS, pour une présentation des fiches du plan de

relance concernant notamment la formation en alternance, les pénuries et les Centres de compétences.

Autres travaux

Outre la préparation des avis précités et les auditions mentionnées, la Commission a été informée de l'avancement des travaux du GPSW concernant la réforme des aides à l'emploi et des incitants financiers à la formation des travailleurs. Elle a aussi réalisé un suivi régulier des mesures wallonnes en matière d'emploi, de formation et d'économie sociale prises dans le cadre de la crise sanitaire. Elle a effectué une analyse à mi-législature des réponses apportées par le Gouvernement wallon au Mémoire 2019-2024 du CESE Wallonie.

Enfin, elle a démarré des travaux de réflexion sur l'évaluation de la répartition des compétences dans la perspective de prochaines réformes institutionnelles.

Commission Finance – Institutionnel – Budget – Simplification administrative (FIS)

Présidence

Jean-François RAMQUET

Vice-Présidence

Laetitia DUFRANE

Secrétaires de Commission

Philippe BOVEROUX
Frédérique DEBRULE

Assistantes administratives

Coralie RIGO

	Membres	Experts	Experts occasionnels
FWA	Valentine HUYS Bernard DECOCK	Nicolas NELIS Isabelle JAUMOTTE	Alain MASURE
SNI	Florent DESCAMPS Frédéric GODART		
UCM	Virginie RICHIUSO	Arnaud DEPLAE Charly TCHINDA	
UNIPSO	Elise LAY Anne-Laure MATAGNE Dominique VAN DE SYPE	Patrick DE BUCQUOIS	
UWE	Jean-Christophe DEHALU Lisa LOMBARDI	Salim CHAMCHAM Geoffrey JORIS Olivier PAUWELS	
CSC	Bénédicte CANIVEZ Pierre DEBROUX Antoine DEDRY Arnaud JONVILLE Clarisse VAN TICHELEN	Muriel RUOL	
CGSLB	Christian BOUGARD Dominique VAES	Jean-François WANSART	
FGTB	Patrick LEBRUN	Hilal SOR	Olivier BONFOND Thomas DI PANFILO Stéphane JAUMONET Michel MATHY Olivier NYSSSEN Laurent PIRNAY Joël THIRY

Commission Finance – Institutionnel – Budget – Simplification administrative (FIS)

La Commission des Finances, des Questions institutionnelles, des Budgets et de la Simplification administrative (FIS) s'est réunie à 7 reprises durant l'année 2021, à savoir les 15 février, 19 avril, 21 juin, 20 septembre, 18 octobre, 22 novembre et 13 décembre.

Quatre réunions ont été organisées conjointement avec la Commission Economie - Politiques industrielles (EPI) (15 février, 19 avril, 21 juin et 13 décembre).

Deux réunions (20 septembre et 18 octobre) ont été organisées conjointement avec la Commission EPI et le Pôle Politique scientifique.

Une réunion (22 novembre) a été organisée conjointement avec la Commission EPI et le Pôle Logement.

Préparation d'avis

Au cours de l'année 2021, la Commission FIS a préparé, conjointement avec la Commission EPI, les avis suivants :

- Avis n°1461 adopté par le Bureau le 8 mars 2021, sur les avant-projets de décrets portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire lors de la deuxième vague de Covid-19.
- Avis n°1467 adopté par le Bureau le 26 avril 2021, sur l'avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post covid-19 de rayonnement de la Wallonie" et sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post covid-19 de rayonnement de la Wallonie".
- Avis n°1472 adopté par le Bureau le 13 septembre 2021 sur l'avant-projet de décret modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastruc-

tures (première lecture).

- Avis n°1473 adopté par le Bureau le 13 septembre 2021 sur l'avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience" et sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience".

Auditions d'experts et d'invités

- Le 15 février :
 - M. Jean JANSS, Inspecteur général du Département de la Coordination des fonds structurels du SPW, pour une présentation du bilan de la période de programmation 2014-2020 et sur les orientations de la période de programmation 2021-2027.
- Le 19 avril :
 - Mme Chantal KEGELS, Coordinatrice de l'équipe "Etudes structurelles du Bureau Fédéral du Plan" pour une présentation intitulée "Les branches clés de la R&D en Belgique".
- Le 21 juin :
 - M. Eric WATTELAR, Conseiller au Cabinet du Ministre Jean-Luc CRUCKE, pour une présentation du rapport relatif à la phase 1 du Budget Base Zéro (BBZ).
 - Mme Théodora FLIKAS, Directorate-General for Regional and Urban Policy, pour une présentation du dispositif React-EU.
- Le 20 septembre :
 - M. Jean JANSS, Inspecteur général du Département de la Coordination des fonds structurels du SPW, pour une présentation du programme opérationnel FEDER 2021-2027.
- Le 18 octobre :
 - M. Nicolas PIRE, Chef de Cabinet du Ministre

Willy BORSUS, d'une part pour une présentation des mesures du plan de relance portées par le Ministre BORSUS, et d'autre part pour une information concernant la réforme des outils économiques et financiers wallons.

- Le 22 novembre :
 - MM. Benoît BAYENET et Marc BOURGEOIS pour une présentation du rapport au Parlement sur le précompte immobilier et la fiscalité immobilière.
- Le 13 décembre :
 - M. Marcus DEJARDIN, Professeur à l'UNamur et l'UCL, pour une présentation du rapport du Conseil National de la Productivité 2021.

Autres travaux

La Commission FIS a participé à l'évaluation du Mémoire 2019-2024 à mi-parcours.

En décembre 2021, sur décision du Bureau du CESE Wallonie, les Commission EPI et FIS ont fusionné pour former la Commission Economie – Finance – Politiques industrielles (EFPI).

Commission spéciale Germanophone

Présidence

Marc NIESSEN

Vice-Présidence

Volker KLINGES

Secrétaire de Commission

Dominique ROSENGARTEN

Assistante administrative

Inge SCHUMACHER

Membres

FWA	André LEDUR
UCM	Eric CHAVET
UNIPSO	Jürgen STRANG Dominique VAN DE SYPE
UWE	Astrid CONVENTS Volker KLINGES Ewald PLUMANN Erich THÖNNES
CSC	Viviane LEFFIN Marc NIESSEN Thomas TYCHON
CGSLB	Christophe LIBERT
FGTB	Christophe LIBERT Laurie VAN ISACKER Danny LASCHET

Durant l'année 2021, la Commission spéciale Germanophone¹ s'est réunie à 4 reprises. En raison des restrictions sanitaires, l'ensemble des réunions se sont tenues en visioconférence.

Les réunions de la Commission germanophone ont notamment été consacrées aux différents plans de relance et à leur articulation (Get Up Wallonia, Plan de reprise et de résilience, Plan de relance de la Wallonie...).

Un focus a par ailleurs été mis sur les conséquences liées aux inondations de juillet 2021. Dans ce cadre, les membres de la Commission ont initié une rencontre avec le Cabinet du Ministre-Président Elio DI RUPO et le Commissariat spécial à la reconstruction, pour aborder la question du Plan de relance de la Wallonie, et en particulier les mesures liées aux inondations.

La Commission Germanophone a également été invitée à la présentation de M. Sébastien CARBONNELLE (Attaché au Cabinet de la Ministre Céline TELLIER) concernant le projet de parcs nationaux de Wallonie.

Préparation d'avis

En 2021, la Commission Germanophone n'a pas rendu d'avis.

Auditions d'experts et d'invités

Dans le cadre de ses travaux, la Commission Germanophone reçoit des invités venus éclairer les membres soit sur une question d'actualité, soit sur l'un ou l'autre dossier à l'ordre du jour. En 2021, la Commission spéciale a entendu :

- M. Luc SIMAR, Secrétaire général du CESE Wallonie, concernant la démarche "Get Up Wallonia" et l'avis du CESE Wallonie sur celle-ci.

- M. Thibault VANDERHAUWART, représentant du Cabinet du Secrétaire d'Etat Thomas DERMINE, concernant le Plan de reprise et de résilience.
- M. Olivier FLOHIMONT, Secrétaire général adjoint du CESE Wallonie, concernant les réflexions du CESE en matière de pénuries de main-d'œuvre et d'évolution des marchés publics.
- M. Philippe BOVEROUX, Economiste au CESE Wallonie, concernant le contexte, le fonctionnement et le budget du Plan de relance de la Wallonie.

Autres travaux

Un travail de réflexion a été mené sur le mode de fonctionnement de la Commission Germanophone et notamment au regard des modalités d'intervention dans les travaux du CESE Wallonie pour les compétences qui la concernent.

La Commission est par ailleurs régulièrement informée des travaux en cours et susceptibles de l'intéresser au sein du CESE Wallonie.

¹ Sonderausschuss für die besonderen Belange des deutschsprachigen Gebiets

Assemblée des Instances bassin EFE

Présidence

Thierry CASTAGNE

Vice-Présidence

Eric BUYSENS

Secrétaires de Commission

Bernard JOCKIN

Véronique KAISER

Julie ILLAN (Brupartners)

Mathieu REICHLING (Brupartners)

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

	Membres	Invités
CSC	Bruno ANTOINE Léon DETROUX	
FGTB	Eric BUYSENS Sabine LIBERT	
UWE	Florie THOMAS	
UCM	David PISCICELLI	
BECI	Laurent SCHILTZ	
BRUXEO	Bruno GERARD	
Présidents des IBEFE	Sognia ANGELOZZI (IBEFE – Hainaut Centre) Renaud BIERLAIRE (IBEFE – Hainaut Sud) Alain BODSON (IBEFE – Verviers) Philippe DELFOSSE (IBEFE – Wallonie Picarde) Daniel FASTENAKEL (IBEFE – Bruxelles) Michel GUIOT (IBEFE – Luxembourg) Jacques SPELKENS (IBEFE – Brabant wallon) Fabienne TINANT (IBEFE – Namur) Benjamin WERY (IBEFE – Liège) Françoise WIBRIN (IBEFE – Huy-Waremme)	
Représentants des Cabinets ministériels	Christina AMBOLDI (Ministre B. CLERFAYT) Carine SAUCIN (Ministre C. DESIR) Corinne STEPHENNE (Ministre W. BORSUS) Laetitia VAN CAUWENBERGE (Ministre V. GLATIGNY) Natacha VINCKENBOSCH (Ministre C. MORREALE)	
FOREM		Jean-François SPELEERS Amélie COLLE
BRUXELLES-FORMATION		Jocelyne PIRDAS
DGEO		Béatrice ALLARD Ludovic LIVEYNS
IWEPS		Christine MAINGUET Frédéric VESENTINI
IBSA		Xavier DEHAIBE Morgane VAN LAETHEM
Coordinateurs IBEFE		Fabrice DEBRUYN Audrey GRANDJEAN
OFFA		Alain GOREUX Michel URBAIN
Ministre-Président de la FWB		David LAHAYE

Assemblée des Instances bassin EFE

Travaux

Instituée par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Cocof relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement, qualifiant – Formation – Emploi, l'Assemblée des Instances bassin EFE a pour mission principale d'assurer la coordination et la cohérence dans la réalisation des missions confiées aux dix Instances bassin. L'Assemblée est également un lieu d'échange essentiel entre les Instances et les représentants des différents Ministres concernés visant à apporter des réponses aux problèmes et difficultés rencontrés par les Instances dans l'exercice de leurs missions et à adapter leurs actions aux attentes des Gouvernements.

L'Assemblée des Instances bassin EFE s'est réunie à quatre reprises durant l'année 2021, à savoir les 22 mars, 11 juin, 13 septembre et 17 décembre, chaque fois en visioconférence.

Au cours de ces réunions, l'Assemblée a notamment pris connaissance et débattu, avec les représentants des Ministres, des recommandations des Présidents des Instances bassin en vue de l'évaluation de l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre des Instances bassin. Ces recommandations ont été ensuite communiquées à l'ensemble des Ministres signataires de l'accord.

La production des rapports analytiques et prospectifs 2021 a fait l'objet d'un suivi de la part de l'Assemblée tout au long de l'année 2021, avec une attention particulière pour la validation de la trame commune de ces rapports et leurs modalités de diffusion.

Plusieurs projets mis en œuvre par les Gouvernements dans le champ de compétence des Instances bassin ont fait l'objet de présentations et discussions au sein de l'Assemblée : accompagnement des demandeurs d'emploi, dispositif multi partenarial d'orientation tout au long de la vie, formation professionnelle et relance économique, Plan

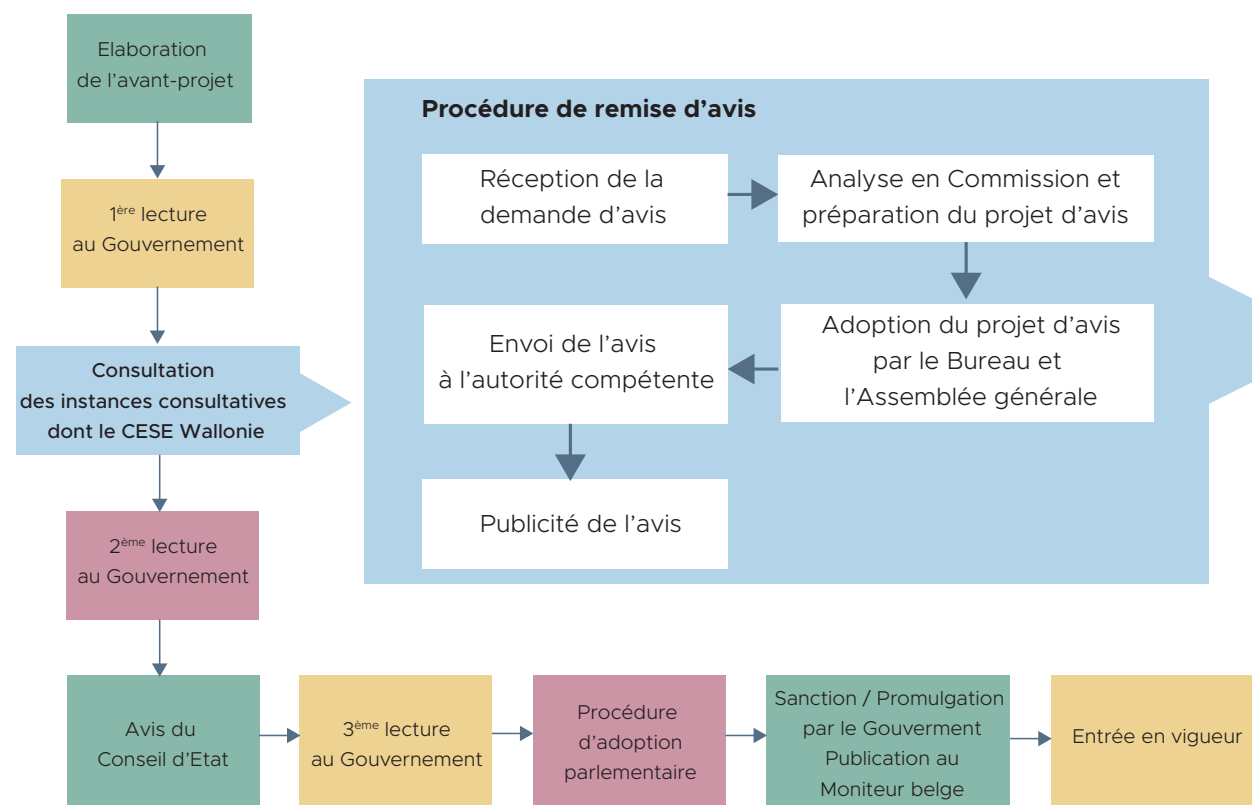
de relance pour la Wallonie, cadastre des parcours éducatifs et post-éducatifs,

Différents projets dans lesquels les Instances bassin sont activement impliquées ont également fait l'objet de présentations et discussions : Territoires Zéro Chômeur de Longue durée, inclusion numérique, appels à projets organisés par le FOREM, enquête sur l'alternance initiée par l'IBEFE Huy-Waremme, ...

Enfin, l'Assemblée a accordé une attention particulière aux relations des Instances bassin avec l'OQMT et le FOREM, ainsi qu'un suivi régulier de la procédure de renouvellement des mandats des Instances bassin.

Avis

Procédure d'adoption d'un décret



Les avis du CESE Wallonie sont disponibles sur www.cesewallonie.be.

Le CESE Wallonie remet des avis, soit parce qu'il a été consulté par le Gouvernement ou l'un de ses Ministres, soit d'initiative. Ces avis peuvent porter sur un avant-projet de décret ou d'arrêté, ou sur tout autre document ayant une incidence sur la Wallonie. Ils peuvent être adressés au Gouvernement wallon, mais aussi à d'autres niveaux de pouvoir. Ils interviennent généralement entre la première et la deuxième lectures des projets de texte.

La demande d'avis parvient au CESE Wallonie. Le Secrétariat général la soumet au Bureau, qui la transmet ensuite à la Commission concernée. Après examen au sein de la Commission avec l'appui des Secrétaires de Commission, un projet d'avis est adopté par le Bureau, qui est ensuite ratifié par l'Assemblée générale. Pour des dossiers transversaux, des réunions conjointes de plusieurs instances sont organisées, de manière à rendre un avis global. Si, dans la plupart des cas, l'avis est unanime, il arrive que les positions des organisations soient divergentes. Dans ce cas, celles-ci sont mentionnées dans l'avis.

Une fois adopté, l'avis est envoyé au Gouvernement wallon (ou à toute autre instance ayant demandé l'avis du CESE Wallonie). Celui-ci décide de tenir compte ou non des remarques du Conseil dans la rédaction finale du projet de décret ou d'arrêté.

Un suivi des avis est assuré par les Secrétariats suite aux deuxième et troisième lectures des projets de texte.

Avis

28 avis ont été adoptés par le CESE Wallonie en 2021

Date	N°	Avis
11/01/2021	1457	Avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2016 portant exécution du décret du 10 juillet 2013 relatif aux CISP
25/01/2021	1458	Avant-projets de décret transposant la Directive (UE) 2018/958 relative à un contrôle de la proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions
25/01/2021	1459	Avant-projet d'arrêté réformant la réglementation relative aux entreprises de travail adapté
08/03/2021	1460	Avant-projets de décret et les projets d'arrêté adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations
08/03/2021	1461	Avant-projets de décrets portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire lors de la deuxième vague de Covid-19
22/03/2021	1462	Les fiches wallonnes du Plan pour la relance et la résilience
14/04/2021	1463	Avant-projet de décret relatif aux Agences-conseil en économie sociale
26/04/2021	1464	Avant-projet de décret portant diverses modifications à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité
26/04/2021	1465	Avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle
26/04/2021	1466	Avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds Post Covid-19 de sortie de la pauvreté"
		Avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds Post Covid-19 de sortie de la pauvreté" pour les compétences transférées en vertu de l'article 138 de la Constitution
		Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret du ... portant création d'une UAP de type 1 "Fonds Post Covid-19 de sortie de la pauvreté"
26/04/2021	1467	Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret du ... portant création d'une UAP de type 1 "Fonds Post Covid-19 de sortie de la pauvreté" pour les compétences transférées en vertu de l'article 138 de la Constitution.
		Avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds post covid-19 de rayonnement de la Wallonie"
10/05/2021	1468	Projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Titre IV du livre IV de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatives aux services d'aide aux familles et aux aînés – 1 ^{ère} lecture
14/06/2021	1469	Projet d'arrêté portant mesures diverses en vue de répondre aux conséquences de la crise de la Covid en matière d'emploi, de formation et d'insertion socio-professionnelle, en ce compris l'économie sociale
14/06/2021	1470	Projet d'arrêté portant exécution du décret relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires (Réforme des APE)

Avis

Date	N°	Avis
12/07/2021	1471	Avant-projet de décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne la promotion de la Santé et la Prévention – Première lecture
13/09/2021	1472	Avant-projet de décret modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures - Première lecture
13/09/2021	1473	Avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience" Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience"
20/09/2021	1474	Avant-projet d'accord de coopération entre la Commission communautaire française et la Région wallonne créant FORMAFORM, Centre multipartenarial de développement des compétences des professionnels de l'orientation, de la formation, de l'insertion socio-professionnelle et de la validation des compétences
23/09/2021	1475	Programme opérationnel FEDER 2021-2027
11/10/2021	1476	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services et l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation des titres-services
11/10/2021	1477	Avant-projet de décret relatif au Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap
11/10/2021	1478	Projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions en matière de financement des institutions du secteur de la santé (MR/MRS)
11/10/2021	1479	Projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du CWASS relatives au soutien dans l'emploi des personnes en situation de handicap
11/10/2021	1480	Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du titre II du livre VI de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé relatif aux subventions de fonctionnement spécifiques aux centres d'accueil de jour et/ou de soirée et/ou de nuit
25/10/2021	1481	Projet d'arrêté du Gouvernement wallon reportant l'entrée en vigueur de l'article 153, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 modifiant le code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne des dispositions relatives aux aînés
25/10/2021	1482	Projet d'arrêté portant exécution du décret relatif à l'accompagnement orienté coaching et solution des chercheurs d'emploi
25/10/2021	1483	Projet d'arrêté portant exécution de l'article 35 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi
25/10/2021	1484	Avant-projet de décret relatif à la formation de base au numérique

Pôles thématiques

Le CESE Wallonie assure le Secrétariat de 7 Pôles thématiques.

- Pôle Aménagement du territoire
- Pôle Energie
- Pôle Environnement
- Pôle Logement
- Pôle Mobilité
- Pôle Politique scientifique
- Pôle Ruralité

Les Pôles sont composés de membres issus des organisations représentatives des employeurs, des travailleurs, des associations environnementales ainsi que de représentants d'autres organisations qui apportent leur expertise dans les domaines traités (associations professionnelles, monde associatif, universités et hautes écoles, Administration et organismes publics, pouvoirs locaux, consommateurs, ...).

Le Secrétariat des Pôles est assuré par le personnel du CESE Wallonie. Les Secrétaires de Commission organisent les réunions et les auditions, préparent les dossiers, rédigent les projets d'avis sur base des positions exprimées par les membres, rédigent les comptes-rendus,... Les Assistantes administratives complètent l'équipe et permettent, grâce à leur appui technique, la bonne organisation des travaux.

Les noms des Présidents et Vice-Présidents sont indiqués ainsi que ceux des Secrétaires de Commission et des Assistantes administratives (situation au 31/12/2021).

Le rapport d'activité du CESE Wallonie présente une synthèse des travaux menés en 2021 au sein des Pôles thématiques : les réunions organisées, les avis rendus, les auditions, les autres travaux et réflexions.

Chaque Pôle thématique rédige son propre rapport d'activité, plus détaillé et disponible sur le site du CESE Wallonie.

Enfin, les avis rendus par les Pôles sont également disponibles sur le site internet du CESE Wallonie.

Au cours de l'année 2021, en raison de la crise sanitaire, la majorité des réunions ont eu lieu en visioconférence.

Pour connaître les références légales, missions et composition des Pôles, consultez la page du Pôle concerné sur www.cesewallonie.be

Pôle Aménagement du territoire

En savoir plus sur le
[Pôle Aménagement du territoire](#)



Le Pôle Aménagement du territoire est l'organe régional qui exerce une compétence consultative générale en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme en Wallonie.

Présidence

Samüel SAELENS

Vice-Présidence

Anne VERGARI
Pierre-Hugues CHARLIER

Secrétaires de Commission

Benoît BRASSINE
Anne-Catherine KLINKENBERG
Ingrid LUTTERI
Cynthia RAGOEN

Assistante administrative

Mireille BEGON

Réunions

En 2021, le Pôle Aménagement du territoire s'est réuni à 87 reprises dont:

- 50 réunions de la Section Aménagement régional (dont 48 par visioconférence) ;
- 14 réunions de la Section Aménagement opérationnel (dont 7 par visioconférence) ;
- 12 réunions du Bureau (toutes par visioconférence) ;

- 11 réunions par visioconférence de groupes de travail conjoints avec d'autres Pôles pour préparer des avis sur le Code de gestion des ressources du Sous-sol et sur les projets de Plans de gestion des risques d'inondation.

Avis

En 2021, le Pôle Aménagement du territoire a émis 121 avis qui se répartissent de la manière suivante :

- 68 avis relatifs à des demandes de permis soumises à études d'incidences sur l'environnement, dont 56 visent des projets éoliens ;
- 40 avis sur des outils d'aménagement du territoire et d'urbanisme (révisions de plan de secteur, plans communaux d'aménagement, schémas d'orientation local, revitalisations urbaines, rénovations urbaines) ;
- 9 avis relatifs à des programmes communaux de développement rural ;
- 3 avis relatifs à des réglementations wallonnes ou des matières de politique générale et transversale, à savoir :
 - le projet de test visant à amorcer le processus d'évaluation participative des opérations de développement rural avec les acteurs locaux ;
 - le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code du développement du territoire en vue d'assurer le déploiement des points d'accès sans fil à portée limitée au sens du Code des communications électroniques européen ;
 - l'avant-projet de décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol.

Auditions

Dans le cadre de ses travaux, le Pôle auditionne systématiquement tous les porteurs des projets pour lesquels son avis est sollicité. Certaines auditions ont été organisées conjointement avec d'autres Pôles (Environnement, Ruralité,...).

Le 17 décembre 2021, le Pôle a invité un représentant de la Ministre Céline TELLIER à présenter "Les Parcs Nationaux de Wallonie et leur place dans le renforcement des aires protégées". Cette séance d'information s'est déroulée en visioconférence et était également ouverte aux membres d'autres instances consultatives.

Autres travaux et réflexions

Dans le cadre d'une réflexion plus large que le Pôle souhaitait mener sur l'ensemble des charges d'urbanisme, conditions de permis, compensations planologiques ou biologiques, mesures d'atténuation et autres mécanismes auxquels sont confrontés les acteurs qui souhaitent introduire une demande de permis, le Pôle a organisé les événements suivants, également en visioconférence :

- Le 1^{er} juin 2021, un webinar consacré aux différents types de compensations et aux charges d'urbanisme a eu lieu. Des membres de l'ABeFDATU-E (Association belge francophone pour le droit de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement) ont été invités à expliquer le cadre légal. Les Pôles Environnement, Ruralité et Logement ainsi que la CRAEC (Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières) ont été invités à ce webinar.
- Le 30 novembre 2021, une table ronde a permis un échange entre les membres du Pôle et différents experts de terrain sur les compensations alternatives "CoDT" et les charges d'urbanisme, dont plus particulièrement le critère de proportionnalité.

Pôle Energie

Le Pôle Energie est un organe consultatif chargé de remettre des avis en matière de politique énergétique à la demande du Gouvernement, à la demande de l'Administration régionale de l'énergie, à la demande de la CWaPE ou d'initiative.

Présidence

Marianne DUQUESNE

Vice-Présidence

/

Secrétaires de Commission

Philippe COMPAGNIE
Fabienne DIDEBERG

Assistante administrative

Yasmine HIJAZI

Réunions

En 2021, le Pôle Energie s'est réuni à 21 reprises, à savoir les 7, 18 et 25 janvier, 2, 8 et 22 février, 12 mars, 28 avril, 19 mai, 7, 15, 18 et 28 juin, 2 juillet, 19, 23 et 30 août, 17 et 25 novembre, 13 et 21 décembre.

Les réunions du 18 juin, 19 et 23 août se sont tenues conjointement avec le Pôle Logement.

Le Groupe de travail commun aux Pôles Aménagement du territoire, Environnement et Energie, ainsi qu'à la CRAEC, mis en place pour préparer le projet d'avis relatif à l'avant-projet de décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol, s'est réuni 5 fois à l'automne 2021.

Avis

En 2021, le Pôle Energie a remis 17 avis sur les dossiers suivants :

- Prolongation de la protection conjoncturelle et extension à certains ménages impactés par les inondations ;
- Décret relatif aux marchés du gaz et de l'électricité à la suite des inondations.
- Avant-projet de décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol¹.
- Prime Prosumers et soutien aux équipements domotiques.
- Révision du dispositif MEBAR.
- Primes simplifiées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.
- Exigences applicables aux systèmes techniques des bâtiments et à l'électromobilité.
- Critères de durabilité de la biomasse.
- Réseaux d'énergie thermique.
- Nouveaux objectifs pour la méthodologie tarifaire.
- Accords de branche : mise en conformité avec les lignes directrices européennes.
- Entrée en vigueur simultanée de la facture simplifiée.
- Energie : prolongation de la période d'octroi de la protection conjoncturelle.
- Adaptations régionales suite au nouveau Code des sociétés et des associations.
- Certificats verts : méthode de calcul en cas de prolongation.
- Marché régional de l'électricité : autoconsommation, communautés d'énergie et rôles des acteurs.
- Gestion des réseaux de distribution d'électricité en Région wallonne (RTDE).

Auditions

L'ensemble des projets soumis à consultation ont fait l'objet d'une présentation par les collaborateurs du Ministre HENRY ou des Ministres chargés du dossier :

¹Cet avis a été rendu conjointement avec les Pôles Aménagement du territoire et Environnement et la CRAEC.

En savoir plus sur le [Pôle Energie](#)



- 18 janvier :
 - Mme Maïté MAWET (Conseillère auprès du Ministre Philippe HENRY), Mme Caroline JADOT et M. Manuel de NICOLO (SPW Energie) - Avant-projet de décret modifiant le décret "électricité" et le décret "méthodologie tarifaire" en vue de la transposition des directives 2019/944 et 2018/2001.
- 22 février :
 - Mme Maïté MAWET (Conseillère auprès du Ministre Philippe HENRY) - Certificats verts : méthode de calcul en cas de prolongation ;
- 18 juin :
 - Mme Maïté MAWET (Conseillère auprès du Ministre Philippe HENRY) - projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.
- 19 août :
 - Mme Carol PISULA (Collaboratrice du Ministre Philippe HENRY) et Mme Charlotte BERNARD (collaboratrice du Ministre Christophe COLLIGNON) - Primes simplifiées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement – Durabilité biomasse.
- 23 août :
 - Mme Valérie XHONNEUX (Collaboratrice du Ministre Philippe HENRY) – Révision du dispositif MEBAR.
- 30 août :
 - Mme Noélie DETIENNE (Collaboratrice du Ministre HENRY) - Prime Prosumers et soutien aux équipements domotiques.
- 22 septembre :
 - M. Daniel PACYNA (SPW Environnement) - Avant-projet de décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol.
- 17 novembre :
 - Mmes Noélie DETIENNE et Valérie XHONNEUX (Collaboratrices du Ministre Philippe HENRY) - Avant-projet de décret relatif aux marchés du gaz et de l'électricité suite aux inondations du mois de juillet 2021.

Pôle Environnement

Le Pôle Environnement est un organe consultatif chargé de remettre des avis dans différentes matières relatives à l'environnement à la demande du Gouvernement, de l'Administration régionale, de Collèges communaux ou d'initiative.

Présidence

Cécile NEVEN

Première Vice-Présidence

Gaëlle WARNANT
Claude PUTS

Vice-Présidence

André LOX
Ann NACHTERGAELE
Sylvie VERTONGEN

Secrétaires de Commission

Sébastien COOLS
Gérard FABRINETTI
Anne-Catherine KLINKENBERG
Séphanie LANGE
Ingrid LUTTERI
Cynthia RAGOEN
Frédéric ROUXHET

Assistante administrative

Tonia BOUNAMEAU
Nabila TOUATI

Réunions

En 2021, le Pôle a organisé 216 réunions et a participé à 29 réunions externes.

Ces réunions internes se répartissent comme suit :

- 10 réunions de l'Assemblée générale ;
- 55 réunions de l'Assemblée "Evaluation des incidences sur l'environnement" ;
- 2 réunions de l'Assemblée "Politique générale" ;
- 17 réunions de l'Assemblée "Eau" ;
- 12 réunions de l'Assemblée "Déchets" ;
- 8 réunions d'Assemblées conjointes ;
- 11 réunions du Bureau ;
- 101 réunions relatives à la préparation des avis portant sur les demandes de permis et des dossiers d'aménagement du territoire soumis à évaluation environnementale.

Dans le cadre ses travaux, le Pôle invite de manière quasi systématique les porteurs des projets et les auteurs des documents d'évaluation des incidences sur l'environnement pour lesquels son avis est sollicité.

Avis

Le Pôle a remis 185 avis :

- 153 avis relatifs à l'évaluation des incidences sur l'environnement ;
- 32 avis relatifs aux politiques de l'eau, des déchets, des sols, transversales et autres.

Avis relatifs à l'évaluation des incidences sur l'environnement

Les 153 avis relatifs à l'évaluation des incidences sont répartis entre les 3 grandes catégories qui suivent.

- 93 avis sur des projets soumis à étude d'incidences :

- 21 projets liés à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme, aux activités commerciales et de loisirs ;
 - 3 infrastructures ;
 - 3 carrières ;
 - 17 projets en matière d'énergie ;
 - 9 projets industriels ;
 - 8 projets en matière de gestion des déchets ;
 - 5 projets agricoles ;
 - 8 projets avec des plans modificatifs ;
 - 18 projets en procédure de recours ;
 - 1 contenu d'une étude d'incidences.
- 38 avis sur des documents d'aménagement
 - 20 révisions de plans de secteur ;
 - 1 schéma de développement communal ;
 - 4 schémas d'orientation locaux ;
 - 12 sites à réaménager ;
 - 1 périmètre de remembrement urbain.
 - 22 avis sur des plans et programmes infra-régionaux :
 - 17 plans d'aménagement forestier ;
 - 1 aménagement foncier rural ;
 - 4 parcs naturels.

Avis relatifs à la politique de l'eau

- Projet de décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, en vue d'instaurer un cadre pour la valorisation des eaux d'exhaure.
- Projets d'arrêtés :
 - modifiant l'article R.402 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'eau, pour adapter les primes à l'installation de systèmes d'épuration individuelle ;
 - modifiant l'annexe LVII de la partie réglementaire du Code de l'eau en ce qui concerne le modèle de contrat de service d'assainissement industriel.

Pôle Environnement

En savoir plus sur le [Pôle Environnement](#)



- Projets de plans de gestion des risques d'inondation 2022-2027.
- Projets de contenu du rapport sur les incidences environnementales :
 - du projet de programme pour le secteur commercial de la pêche 2021-2027 cofinancé par le Fonds européen pour les Affaires maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA) ;
 - du projet de plan de gestion durable de l'azote en agriculture (PGDA) ;
 - du projet de programme Wallon de Réduction des Pesticides 2023-2027 (PWRP III).
- Projet de modification de 43 plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.
- 13 projets d'arrêté de délimitation des zones de prévention rapprochée et éloignée de prises d'eau souterraine potabilisable.

Avis relatifs à la politique des déchets

- Projet de décret relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique.
- Projets d'arrêté :
 - modifiant l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, l'arrêté du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet et l'arrêté du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;
 - relatif à l'octroi de subventions en matière de gestion de la propreté publique ;
- Projet de convention environnementale relative à l'exécution de l'obligation de reprise des matelas usagés.

Avis relatifs à la politique des sols

- Projet de version 2 du guide de référence relatif à la gestion des terres.

Avis relatifs à d'autres politiques

- Projets de décret :
 - instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol ;
 - modifiant le décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale et divers autres décrets.
- Projets d'arrêté :
 - modifiant le Code du Développement territorial en vue d'assurer le déploiement de points d'accès sans fil à portée limitée au sens du code des communications électroniques européen ;
 - visant à assurer la mise en œuvre du décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale.
- Projet de stratégie wallonne de politique répressive environnementale.
- Projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales du programme opérationnel FEDER 2021-2027

Pôle Logement

Le Pôle Logement est un organe consultatif chargé de remettre des avis, de formuler des observations, des suggestions, des propositions ou des recommandations en matière de logement à la demande du Gouvernement wallon ou du Parlement wallon ou d'initiative.

Présidence

Chantal BERTOUILLE

Vice-Présidence

Omer LALOUX

Secrétaires de Commission

Rudi CLAUDOT

Gérard FABRINETTI

Assistante administrative

Nabila TOUATI

Réunions

Le Pôle Logement s'est réuni en semi-présentiel et/ou en visioconférence à cinq reprises à savoir les 6 juillet, 31 août, 16 septembre, 23 septembre et 30 novembre.

Cinq réunions ont été organisées conjointement en visioconférence avec d'autres instances du CESE Wallonie: trois avec le Pôle Energie (18 juin, 19 août, 23 août), une avec les Commissions Economie-Politique industrielle et Finances-institutionnel-Simplification administrative (22 novembre) et une avec l'Assemblée générale du CESE (20 décembre).

Cinq dossiers ont fait l'objet d'un traitement via des consultations électroniques : le financement des logements d'utilité publique et étudiant, l'avant-projet de décret portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux, la précarité étudiante (coûts indirects liés au logement), la proposition de loi instaurant une hypothèque inversée et la lutte contre les logements inoccupés.

Avis

Le Pôle Logement a rendu des avis sur les dossiers suivants :

- l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création de logements d'utilité publique ;
- l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la construction d'un ou plusieurs logements d'utilité publique à destination des étudiants ;
- l'avant-projet de décret portant confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19 (volet logement) ;
- la précarité étudiante - les coûts indirects liés au logement ;
- la proposition de loi n°1741 instaurant l'hypothèque inversée ;
- l'avant-projet de décret modifiant le Code wallon de l'Habitat durable (CWHD) en vue de renforcer la lutte contre le logement inoccupé ;
- le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la fixation et à la gestion des données relatives aux consommations minimales d'eau et d'électricité pouvant réputer un logement inoccupé en vertu de l'article 80, 3°, du CWHD ;
- le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des associations visées à l'article 85sexies du CWHD ;
- le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux amendes administratives visées à l'article 85ter du CWHD ;
- l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique ;
- l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;
- l'avant-projet de décret modifiant le CWHD ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création d'un ou plusieurs logements de transit ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de la création de plusieurs logements d'insertion ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la SWL d'une aide aux SLSP en vue de l'équipement d'ensembles de logements ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'utilité publique ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements de transit ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de la création de logements d'insertion ;

Pôle Logement

- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Région d'une aide aux personnes morales en vue de l'équipement d'ensembles de logements ;
- l'avant-projet du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une aide aux SLSP et aux personnes morales en vue de l'acquisition d'habitations légères.

Auditions

Afin de présenter les projets soumis à consultation, les auditions suivantes ont été organisées en visioconférence :

- Le 18 juin :
 - Mme Maïté MAWET, Conseillère à la Cellule Energie au Cabinet du Ministre Philippe HENRY, a présenté l'avant-projet d'arrêté portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.
- Le 19 août :
 - Mme Carol PISULA, Coordinatrice de la Cellule Energie au Cabinet du Ministre Philippe HENRY, et Mme Charlotte BERNARD, Conseillère à la Cellule Logement au Cabinet du Ministre Christophe COLLIGNON, pour une présentation du projet d'arrêté instaurant un régime d'aides accordées pour la réalisation d'investissements économiques d'énergie et de rénovation d'un logement.
- Le 16 septembre :
 - MM. Rodrigue SOYER et Laurent DION, respectivement Chef de Cabinet adjoint et Conseiller au Cabinet du Ministre Christophe COLLIGNON, et Mmes Charlotte BERNARD et Delphine HERNALSTEEN, Conseillères à la Cellule Logement à ce Cabinet, pour une présentation de l'avant-projet de décret modifiant le CWHHD, les avant-projets d'arrêté relatifs à l'aide à la création de logements d'utilité

publique, de logements étudiants, de logements de transit et d'insertion, les avant-projets d'arrêté relatifs à l'octroi d'une aide (aux SLSP et personnes morales) en vue de l'équipement d'ensemble des logements et l'avant-projet relatif à l'octroi d'une aide aux SLSP et aux personnes morales en vue de l'acquisition d'habitations légères.

Afin d'enrichir sa réflexion et de mieux appréhender la problématique du logement et de l'habitat, le Pôle a également entendu par visioconférence les experts suivants :

- Le 23 août :
 - Mme Valérie XHONNEUX, Conseillère à la Cellule Climat au Cabinet du Ministre Philippe HENRY, pour une présentation du projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie (opération dite "MEBAR").
- Le 22 novembre :
 - M.M. Benoît BAYENET, Professeur de finances publiques à l'ULB, et Marc BOURGEOIS, Professeur de droit fiscal et de finances publiques à l'ULiège, pour présenter le rapport sur l'immobilier et la fiscalité immobilière en Wallonie.
- Le 30 novembre (réunion ouverte aux membres du Bureau du CESE Wallonie) :
 - M. Rodrigue SOYER, Chef de Cabinet adjoint du Ministre Christophe COLLIGNON, M.M. Laurent DION, Julien CORNET, Abdelhakim BOUZBIB, Mmes Charlotte BERNARD et Delphine HERNALSTEEN, Conseillers à la Cellule Logement à ce Cabinet, ont présenté le volet logement du Plan de relance pour la Wallonie.
- Le 20 décembre :
 - M. Marc DEGAUTE, Chef de cabinet du Ministre-Président DI RUPO et Secrétaire du Gouverne-

En savoir plus sur le Pôle Logement



ment wallon, et Mme Sylvie MARIQUE, Secrétaire générale du SPW et Commissaire générale à la Reconstruction, ont présenté le Plan de relance pour la Wallonie et les aides suite aux inondations.

Autres travaux et réflexions

Le Pôle Logement a examiné les dossiers suivants dans le cadre d'une consultation commune de plusieurs instances du CESE Wallonie :

- l'avant-projet de décret portant création d'une UAP de type 1 "Fonds Bas-carbone et résilience" et le projet d'arrêté du Gouvernement wallon venant exécuter ce décret ;
- les avant-projets de décret et les projets d'arrêté du Gouvernement wallon adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations.

Il a également participé au webinaire consacré aux différents types de compensations et aux charges d'urbanisme organisé par le Pôle Aménagement du territoire. Ce webinaire était ouvert aux membres du Pôle Logement, de la Section "Nature" du Pôle Ruralité, de l'Assemblée "Etude d'incidences" du Pôle Environnement et de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC). Les membres ont entendu Mme Nathalie VAN DAMME et MM. Charles-Hubert BORN, Michel DELNOY et Francis HAUMONT, membres de l'ABeFDATU-E (Association belge francophone pour le droit de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement).

Pôle Mobilité

Le Pôle Mobilité est un organe consultatif chargé de remettre des avis, de formuler des observations, des suggestions, des propositions ou des recommandations en matière de mobilité à la demande du Gouvernement wallon ou d'initiative.

Présidence

Yvon LOYAERTS

Vice-Présidence

/

Secrétaires de Commission

Philippe COMPAGNIE
Charlotte TILMAN

Assistantes administratives

Yasmine HIJAZI

En savoir plus sur le [Pôle Mobilité](#)



Réunion

Le Pôle Mobilité s'est réuni en date du 26 janvier 2021.

Avis

En 2021, le Pôle a rendu des avis sur les dossiers suivants :

- Avant-projet de décret modifiant la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;
- Avant-projet de décret modifiant le décret du 8 juin 2001 instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en région wallonne.

Auditions

- Le 26 janvier :
 - Mmes Virginie WISLEY et Dominique DEFRISE ainsi que M. Fabrice PIAT ont présenté les axes de la politique en matière de mobilité et d'infrastructures et des adaptations apportées suite à la crise sanitaire.

Pôle Politique scientifique

En savoir plus sur le
[Pôle Politique scientifique](#)



Le Pôle Politique scientifique est un organe consultatif chargé de remettre des avis en matière de politique scientifique, de recherche et d'innovation à la demande du Gouvernement wallon ou d'initiative.

Présidence

Jean-Christophe DEHALU

Vice-Présidence

Jean-Claude NOBEN

Secrétaires de Commission

Fabienne DIDEBERG

Sylviane NIVELLE

Assistante administrative

Yasmine HIJAZI

Réunions

Le Pôle Politique scientifique a tenu sept réunions en Assemblée : 22 janvier, 21 avril, 21 mai, 20 septembre, 15 et 18 octobre et 10 décembre.

Les réunions du 20 septembre et du 18 octobre ont été organisées conjointement avec les Commissions EPI et FIS du CESE Wallonie.

Le Bureau du Pôle a tenu trois réunions : 26 février, 23 avril et 17 septembre.

Le Groupe de travail consacré à la thématique STEM s'est réuni cinq fois : 15 janvier, 5 mars, 29 avril, 28 mai et 3 juin.

Avis

Le Pôle a rendu des avis sur les dossiers suivants :

- les avant-projets de décret et les projets d'arrêté adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations¹ ;
- la nouvelle stratégie de spécialisation intelligente de la Wallonie ;
- la proposition de classification et d'identification des filières STEM en Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- le programme opérationnel FEDER 2021-2027 ;
- la reconnaissance de l'Institut Von Karman comme organisme public de recherche ;
- la reconnaissance de l'Ecole Royale Militaire comme organisme public de recherche ;
- le rapport d'activité 2020 de l'IWEPS.

Auditions

- Le 22 janvier :
 - Mme VEREECKE et de M. VAN DER ELSTRAETEN de la Sowalfin pour une présentation de la réforme de l'écosystème wallon du soutien à l'innovation.
- Le 21 avril :
 - M. Nicolas PIRE, Mme Caroline LOUON et Mme Vinciane GRIMARD, Collaborateurs du Ministre Willy BORSUS, sur la Stratégie de Spécialisation Intelligente 2021-2027 pour la Wallonie.

¹ Cet avis a été rendu conjointement par le CESE Wallonie, le Pôle Ruralité, le Pôle Energie, le Pôle Politique scientifique, le CWEHF et le CWES.

- Le 15 octobre :
 - MM. Vincent LEPAGE et Emmanuel DELHAYE et Mmes Catherine DATH et Florence HENNART du SPW-EER pour une présentation de l'instrument des initiatives d'innovation stratégiques mises en place dans le cadre de la S3 .
- Le 21 mai :
 - MM. Paul-Louis COLON et Paul DE SACCO du FOREM pour une présentation de l'étude "Les déterminants de l'attrait pour les études et les métiers scientifiques et techniques chez les 12-25 ans", réalisée en collaboration entre l'UCLouvain et le FOREM.
- Le 20 septembre :
 - M. Jean JANSSE, Inspecteur Général du Département de la Coordination des fonds structurels du SPW pour une présentation du programme opérationnel FEDER 2021-2027.
- Le 15 octobre :
 - Mme Sile O'DORCHAI, Directrice scientifique à l'IWEPS - Direction Recherche et Evaluation pour la présentation du Rapport d'activité 2020 de l'IWEPS.
- Le 18 octobre :
 - M. Nicolas PIRE, Chef de Cabinet du Ministre Willy BORSUS pour exposer les mesures du Plan de relance portées par le Ministre.

Dans le cadre de ses travaux, le Groupe de travail STEM a rencontré Mme Valérie GILLON de CoderDojoBelgium et M. Philippe JADIN de FabLab'ke.

Pôle Ruralité

Le Pôle Ruralité est l'organe consultatif chargé, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, de remettre des avis relatifs à la ruralité en général, mais également, par le biais de ses Sections thématiques, des avis techniques en matière d'agriculture, agro-alimentaire et alimentation, de chasse, de forêt et filière bois, de nature et de pêche.

Présidence

Philippe BLEROT - Section "Nature"
Bernard DECOCK - Section "Agriculture, Agro-alimentaire et Alimentation"
Benoît PETIT - Section "Chasse"
Frédéric PETIT - Section "Forêt et Filière bois"
Thierry THIELTGEN - Section "Pêche"

Secrétaires de Commission

Rudi CLAUDOT
Pierre-Jacques HEINE
Alain MAIRESSE
Dominique ROSENGARTEN

Assistante administrative

Frédérique BLANJEAN

Réunions

En 2021, le Pôle Ruralité s'est réuni en présentiel et en visioconférence à 29 reprises, selon la répartition suivante :

- 7 réunions de l'Assemblée "Nature" ;
- 2 réunions de l'Assemblée "Agriculture, Agro-alimentaire et Alimentation" ;
- 1 réunion de l'Assemblée "Chasse" ;
- 1 réunion de l'Assemblée "Forêt et Filière bois" ;
- 1 réunion commune des Assemblées "Chasse" et "Nature" ;
- 1 réunion des Présidents ;
- 16 réunions de groupes de travail regroupant plusieurs Sections et organisées conjointement avec d'autres Pôles ou instances (Pôle Aménagement du territoire, Pôle Environnement, Comité de Contrôle de l'Eau...).

En raison de leur nature ou du caractère d'urgence, certains dossiers ont fait l'objet d'un traitement via consultation électronique. En 2021, le Pôle a mené 4 consultations électroniques, selon la répartition suivante :

- 1 consultation électronique de l'Assemblée "Chasse" ;
- 3 consultations électroniques de l'Assemblée "Nature".

A côté des réunions mentionnées ci-dessus, les membres du Pôle ont aussi été invités à des séances d'information organisées par d'autres instances. Durant l'année 2021, les membres ont notamment été invités à :

- Une présentation de M. Sébastien CARBONNELLE (attaché au Cabinet de la Ministre Céline TELLIER) concernant le projet de parcs nationaux de Wallonie.

Avis

En 2021, le Pôle a émis 91 avis qui se répartissent de la manière suivante :

- 1 avis a été remis par le Pôle Ruralité, Section "Agriculture, Agro-alimentaire et Alimentation", sur :
 - la mise en ligne du nouvel outil "Rapport sur l'Etat de l'Agriculture wallonne" version modernisée du rapport sur l'évolution de l'économie agricole et horticole en Wallonie.
- 2 avis ont été remis par le Pôle Ruralité, Section "Chasse", sur :
 - l'avant-projet d'arrêté ministériel fixant les modalités d'introduction et d'approbation des plans de gestion de la perdrix grise pour les années cynégétiques 2021-2022 à 2024-2025, ainsi que celles relatives aux rapports annuels de la mise en œuvre de ces plans ;
 - le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mai 2020 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2025 en vue de prolonger la chasse au petit cerf et cerf non-boisé, lors de l'année cynégétique 2021-2022.
- 83 avis ont été remis par le Pôle Ruralité Section "Nature" :
 - 50 avis portaient sur des dossiers visant à déroger aux mesures de protection des espèces animales et/ou végétales pour différentes raisons ;
 - 3 avis portaient sur des dossiers visant à déroger aux mesures de protection d'un site protégé ;
 - 9 avis portaient sur des dossiers de mise sous statut de protection de sites ;
 - 2 avis portaient sur des subventions à accorder aux associations agréées pour les achats de terrains destinés à être érigés en réserves naturelles agréées ;

Pôle Ruralité

- 10 avis portaient sur des propositions de règlements communaux complémentaires en matière de protection de la nature ;
- 5 avis portaient sur des dossiers visant à modifier les conditions de gestion au sein de réserves naturelles domaniales en vue d'y permettre la régulation de certaines espèces animales ;
- 1 avis remis d'initiative portait sur l'importance de renforcer la naturalité et la résilience des cours d'eau wallons suite aux inondations de juillet 2021 ;
- 3 avis concernaient des demandes relatives à des réglementations wallonnes ou des matières de politique générale et transversale :
 - un avant-projet de décret modifiant le décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale et divers autres décrets (avis remis conjointement avec le Pôle Environnement) ;
 - la Stratégie wallonne de politique répressive environnementale (SWPRE) (avis remis conjointement avec le Pôle Environnement) ;
 - un avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon visant à assurer la mise en œuvre du décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale (avis remis conjointement avec le Pôle Environnement).
- 1 avis a été remis par le Pôle Ruralité, Section "Forêt et Filière bois", sur :
 - l'avant-projet d'arrêté du Gouvernement wallon organisant le régime d'agrément des acheteurs de bois, des exploitants forestiers et des entreprises de travaux forestiers et modifiant l'arrêté du Gouvernement du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur de l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier.
- Le Pôle Ruralité, Section "Pêche", n'a pas remis d'avis en 2021 (mis à part un avis remis conjointement avec d'autres structures, dont question ci-après).
 - 4 avis ont été remis conjointement à plusieurs structures du Pôle Ruralité, à savoir :
 - les Assemblées "Agriculture, Agro-alimentaire et Alimentation", "Forêt et Filière bois" et "Nature" ont remis un avis conjoint sur le projet d'inscription d'un périmètre de réservation pour l'implantation d'une liaison électrique THT entre Avelgem et Courcelles - projet "Boucle du Hainaut" ;
 - les Assemblées "Chasse", "Agriculture, Agro-alimentaire et Alimentation" et "Forêt et Filière bois" ont remis un avis conjoint sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine ;
 - les Assemblées "Nature" et "Chasse" ont remis un avis d'initiative conjoint portant sur les potentialités de la nature dans le développement touristique en Wallonie ainsi que sur des recommandations à destination des autorités politiques pour sa mise en œuvre ;
 - les Assemblées "Pêche" et "Agriculture, Agro-alimentaire et Alimentation" ont remis un avis conjoint, avec les Pôles Aménagement du territoire et Environnement ainsi que le Comité de Contrôle de l'Eau, sur les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour la Wallonie pour la période 2022-2027 et le rapport sur les incidences environnementales (RIE).
 - Mmes Audrey LAHOUSSE et Elisabeth PARIS et M. Benjamin ENGLEBERT (SPW) sur les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour la Wallonie pour la période 2022-2027 ainsi que Mme Clémence BECKER (Aries Consultants) sur le rapport sur les incidences environnementales (RIE) ;
 - M. Michel VILLERS (SPW) sur les modalités d'introduction et d'approbation des plans de gestion de la perdrix grise pour les années cynégétiques 2021-2022 à 2024-2025, ainsi que celles relatives aux rapports annuels de la mise en œuvre de ces plans ;
 - Mme Marie PAIRON (ULiège - Gembloux Agro-Bio Tech) et M. André GUNS (Agence wallonne de l'air et du climat) sur le rôle des forêts dans la fixation et le stockage du carbone, et dans d'autres services écosystémiques ;
 - M. Marc DUFRENE (ULiège - Gembloux Agro-Bio Tech) sur les enseignements tirés en matière de fréquentation touristique des milieux naturels dans le cadre du Projet INTERREG Grande Région AGRETA. Des représentants du Commissariat général au Tourisme (CGT) et de Wallonie Bruxelles Tourisme (WBT) ont également été entendus à cette occasion ;
 - M. Ludovic BOQUET (Cabinet de la Ministre Céline TELLIER) sur les dossiers relatifs à la délinquance environnementale et la stratégie wallonne de politique répressive environnementale ;
 - Mme Ann-Gaëlle FRANCK (SPW) sur le nouvel outil "Rapport sur l'état de l'agriculture wallonne" ;
 - Mme Nathalie VAN DAMME et MM. Charles-Hubert BORN, Michel DELNOY et Francis HAUMONT, (membres de l'ABeFDATU-E, Association belge francophone pour le droit de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement) sur les différents types de compensations et les charges d'urbanisme ;

Auditions

Dans le cadre de ses travaux, le Pôle Ruralité a reçu des invités venus éclairer les membres, soit sur une question d'actualité, soit sur l'un ou l'autre dossier à l'ordre du jour. Certaines auditions ont été organisées conjointement avec d'autres Pôles (Aménagement du territoire, Environnement ...). En 2021, les membres du Pôle ont notamment entendu :

Pôle Ruralité

En savoir plus sur le [Pôle Ruralité](#)



- Mme Gaëlle WARNANT (Direction de la Nature et des Espaces verts) sur le bilan des dérogations aux mesures de protection des espèces animales et végétales traitées en 2020 par l'Administration sur la base des organigrammes décisionnels préalablement approuvés par le Pôle.

ment, du Pôle Logement et de la Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières (CRAEC).

Autres travaux et réflexions

Le Pôle Ruralité a contribué à l'élaboration d'un avis commun du CESE Wallonie sur les adaptations wallonnes suite à la réforme du Code des sociétés et des associations. Il a également répondu à l'appel du Bureau du CESE Wallonie pour déterminer une série de points d'attention concernant les propositions du Conseil stratégique dans le domaine de la biodiversité.

L'Assemblée "Nature" s'est penchée sur la procédure de dérogation aux mesures de protection des espèces animales et végétales, et ce au regard du bilan des dérogations traitées en 2020 par l'Administration sur la base des organigrammes décisionnels préalablement approuvés par le Pôle. Cette réflexion a donné lieu à un courrier transmis à la Ministre TELLIER.

Les Assemblées "Agriculture, Agroalimentaire et Alimentation", "Nature" et "Forêt et Filière bois" se sont penchées sur le rôle des forêts dans la fixation et le stockage du carbone, et dans d'autres services écosystémiques.

Les Assemblées "Nature" et "Forêt et Filière bois" ont remis des propositions de contribution en vue d'alimenter l'avis du CESE Wallonie relatif à la création d'une UAP de type 1 "Fonds bas-carbone et résilience".

L'Assemblée "Nature" a été invitée à participer au webinaire consacré aux différents types de compensations et aux charges d'urbanisme. Ce webinaire était également ouvert aux membres du Pôle Aménagement du territoire, de l'Assemblée "Etude d'incidences" du Pôle Environne-

Conseils consultatifs

Le CESE Wallonie assure le Secrétariat de plusieurs Conseils consultatifs.

- Comité de Contrôle de l'Eau
- Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières (CRAEC)
- Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF)
- Conseil du Tourisme
- Conseil wallon de l'Economie sociale (CWES)
- Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes (CWEHF)
- Observatoire du Commerce

Les Conseils consultatifs sont composés de membres issus des organisations représentatives des employeurs, des travailleurs, des associations environnementales ainsi que de représentants d'autres organisations qui apportent leur expertise dans les domaines traités (associations professionnelles, monde associatif, universités et hautes écoles, Administration et organismes publics, pouvoirs locaux, consommateurs, ...).

Le Secrétariat des Conseils consultatifs est assuré par le personnel du CESE Wallonie. Les Secrétaires de Commission organisent les réunions et les auditions, préparent les dossiers, rédigent les projets d'avis sur base des positions exprimées par les membres, rédigent les comptes-rendus,... Les Assistantes administratives complètent l'équipe et permettent, grâce à leur appui technique, la bonne organisation des travaux.

Les noms des Présidents et Vice-Présidents sont indiqués ainsi que ceux des Secrétaires de Commission et des Assistantes administratives (situation au 31/12/2021).

Le rapport d'activité du CESE Wallonie présente une synthèse des travaux menés en 2021 au sein des Conseils consultatifs : les réunions organisées, les avis rendus, les auditions, les autres travaux et réflexions.

Chaque Conseil consultatif rédige son propre rapport d'activité, plus détaillé et disponible sur le site internet du CESE Wallonie.

Les avis publics sont également disponibles sur www.cesewallonie.be

Au cours de l'année 2021, en raison de la crise sanitaire, la plupart des réunions ont eu lieu en visioconférence.

Pour connaître les références légales, missions et composition des Conseils consultatifs, consultez la page du Conseil concerné sur www.cesewallonie.be

Comité de Contrôle de l'Eau

Le Comité de Contrôle de l'Eau (CCEau) est l'organe d'avis sur la régulation régionale du prix de l'eau. Il contribue à la mise en place de la politique du coût-vérité de l'eau et à l'harmonisation des tarifs. Il a pour mission de veiller à ce que l'évolution du prix de l'eau soit orientée dans le sens de l'intérêt général et de la politique de l'eau en région wallonne.

Il réalise, d'initiative ou sur demande du Ministre ou de la SPGE, des études, rend des avis et formule des recommandations relatives à la politique des prix de l'eau.

Il assure l'application, par les opérateurs du cycle anthropique de l'eau, de la structure tarifaire conformément au plan comptable et des conditions générales de la distribution publique de l'eau en Wallonie. Toute modification du prix de l'eau doit être obligatoirement soumise pour avis au Comité de Contrôle de l'Eau préalablement à toute autre formalité.

Présidence

Thibaut GEORGIN

Vice-Présidence

Reiner LANGER

Secrétaires de Commission

Phillippe BOVEROUX

Séverine UHODA

Assistants administratives

Chiran FREROTTE

Coralie RIGO

Réunions

Au cours de l'année 2021, les membres du Comité de Contrôle de l'Eau se sont réunis lors de 14 réunions qui se sont tenues les 25 janvier, 22 février, 22 mars, 26 avril, 31 mai, 9 juin (conjointe), 23 juin (conjointe), 28 juin, 14 juillet (conjointe), 25 août (conjointe), 2 septembre (conjointe), 20 septembre, 29 novembre, 20 décembre. Toutes ces réunions se sont tenues en visioconférence.

Un questionnaire a été lancé auprès des membres en date du 22 septembre 2021 en vue de récolter les opinions sur l'organisation des réunions. Il en ressort que la majorité des participants demandent que les réunions se tiennent en visioconférence.

Les principaux avantages avancés sont : le gain de temps, l'organisation de travail et le gain environnemental. Les participants sont également demandeurs à ce que les réunions puissent être organisées en mode mixte afin d'éviter les déplacements des invités.

Les études et travaux en cours au niveau wallon ont fait l'objet d'un suivi au sein des réunions du Comité par le Secrétariat qui le représentait.

Avis

Avis relatifs à la politique de l'eau du Gouvernement wallon

- Respect des obligations légales en matière de transmission des données au Comité de Contrôle de l'Eau par les distributeurs et les producteurs d'eau ;
- Avis sur le rapport annuel 2019 du Fonds social de l'eau en région wallonne ;
- Avis sur l'enquête publique sur les propositions de ca-

lendrier, de programme de travail et sur les enjeux majeurs - Enjeux pour une meilleure protection de l'eau en Wallonie dans le cadre de l'élaboration des 3èmes plans de gestion par district hydrographique (PGDH) ;

- Avis d'initiative sur la précarité hydrique en Wallonie.

Auditions

Le Comité a bénéficié, dans le cadre de ses travaux, de l'expertise de plusieurs acteurs ou décideurs de la politique de l'eau. Ces derniers lui ont présenté des exposés se rapportant aux dossiers sur lesquels son avis était sollicité ou à d'autres thématiques à propos desquelles il souhaitait réunir de l'information en vue d'alimenter ses travaux futurs. Ces présentations ont été suivies de séances de questions/réponses au cours desquelles le Comité a pu approfondir divers aspects des questions abordées.

Dans le cadre de la réflexion sur les différents leviers de la politique tarifaire, les membres du Comité de Contrôle de l'Eau ont entamé une série d'auditions sur la précarité hydrique en Wallonie d'experts issus de chez Ores, Aquawal, la Fédération des CPAS et le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP).

Dans le cadre de la crise sanitaire, le Comité a reçu un retour de la SPGE sur les mesures de soutien aux factures d'eau ainsi que sur les mesures sociales spécifiques à la prime Covid.

Dans le cadre de ses travaux annuels, le Comité a été informé, d'une part, par la SWDE de l'état des lieux du suivi de son contrat de gestion et, d'autre part, par la SPGE de l'actualisation de son plan financier.

Le Comité entretient une bonne collaboration avec la section Eau du Pôle Environnement : une présentation des PGRI commune aux deux commissions s'est tenue en juin.

Comité de Contrôle de l'Eau

En savoir plus sur
le [Comité de Contrôle de l'Eau](#)



Autres travaux et réflexions

- Etude concernant la mise à jour de l'outil plan comptable et sa vision prospective : les rencontres bilatérales entamées en 2020 dès l'installation du Comité renouvelé avec les parties prenantes ont fait l'objet d'un rapport de suivi par Séverine UHODA, Conseillère aux CESE Wallonie et Thibaut GEORGIN, Président du CCEAU. Les thèmes abordés ont été de recevoir un retour sur le fonctionnement du Comité, de prendre connaissance des attentes des différentes parties prenantes avec lesquelles le CCEAU agit, d'identifier les thématiques sur lesquelles le CCEAU devra donner avis et d'évaluer les pistes d'optimisation fonctionnelle dans le cadre législatif actuel. Le rapport de suivi avance plusieurs propositions dont la principale est l'amélioration de l'outil PCE et l'intégrer avec les deux autres outils que sont la trajectoire et le plan d'investissements. Le Comité souhaite également s'entendre sur des recommandations quant à la gestion et le suivi des demandes de modifications tarifaires des distributeurs par les 3 parties (2 SPW et CCEAU) et souhaite qu'un tutoriel de formation de cet outil soit développé à l'attention des distributeurs. L'étude est en cours.
- Journées d'échange avec les trois régulateurs belges (VMM-BRUGEL-CCEAU) : le Comité a mandaté le secrétariat pour le représenter au sein de ce groupe de travail. L'objectif de ces journées d'échanges est de faire partager les retours d'expériences, les résultats des études et de développer des comparaisons entre régions.
- Réflexion sur la mise en place des compteurs communicants : dans le cadre de sa réflexion sur la précarité hydrique, le Comité s'est interrogé sur l'opportunité d'introduire des compteurs communicants. Cette réalité a soulevé certaines interrogations et le Comité a souhaité entamer une analyse plus approfondie de ce dossier. Il a décidé d'entamer une série d'auditions de retour d'expériences en la matière.

Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières (CRAEC)

En savoir plus sur la [CRAEC](#)



La Commission Régionale d'Avis pour l'Exploitation des Carrières regroupe tous les acteurs concernés par le secteur carrier. Elle a pour principale mission d'informer le Gouvernement wallon de tous les aspects affectant, directement ou non, l'exploitation des carrières.

Présidence

Michel CALOZET

Vice-Présidence

Hélène ANCION

Secrétaires de Commission

Benoît BRASSINE

Sophie HANSON

Assistante administrative

Coralie RIGO

La CRAEC a été intégralement renouvelée en 2021.

Réunions

La CRAEC s'est réunie à 3 reprises en visio-conférence.

Le Bureau s'est réuni 1 fois en présentiel et 2 fois en visioconférence.

Enfin, 4 Groupes de travail ont été créés pour un total de 12 réunions.

Avis

La CRAEC a remis 4 avis :

- un avis d'initiative sur la gestion des terres excavées en milieu carrier ;
- un avis sur l'avant-projet de décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, en vue d'instaurer un cadre pour la valorisation des eaux d'exhaure ;
- un avis sur l'avant-projet de décret instituant le code de la gestion des ressources du sous-sol ;
- un avis sur la mise à jour du Guide de référence de gestion des terres.

Auditions

En vue de la préparation des travaux, la CRAEC procède à des auditions visant à expliquer les textes qui lui sont soumis ou les thématiques qu'elle souhaite aborder. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021, 10 auditions ont été réalisées (que ce soit lors d'une Assemblée plénière ou dans le cadre d'un groupe de travail) :

- le 24 mars :
 - Mme Virginie JUMEL, Juriste au SPW Environnement, a présenté l'avant-projet de décret modifiant

le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en vue d'instaurer un cadre pour la valorisation des eaux d'exhaure.

- le 19 avril :
 - CWEPESS asbl, sur les vides de roche et les pistes de collaboration entre spéléologues et carriers.
- le 26 avril :
 - M. Renaud DERIJDT, Délégué Permanent à ASENAS, sur le cadre général de la question de la gestion des terres excavées en Wallonie.
- le 20 mai :
 - M. Christophe CHARLEMAGNE, Attaché spécifique, SPW Environnement, département du sol et des déchets, Direction de la protection des sols, sur l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et ses liens avec les réglementations environnementales et urbanistiques.
- le 31 mai :
 - Mme Milly CAUDRON, SPW Territoire, L'articulation de l'Arrêté du 5 juillet 2018 avec le Code du Développement territorial, M. Sébastien LOISEAU Fediex, sur l'AGW "terres excavées" et Mme Hélène ANCION, IEW, afin de contribuer aux débats.
- le 22 septembre :
 - M. Daniel PACYNA, SPW Environnement, sur l'avant-projet de décret instaurant le Code de la gestion des ressources du sous-sol.
- le 23 septembre :
 - Mme Séverine VAN WAEYENBERGE, Secrétaire générale de Nature, Terres et Forêts (NTF), sur la gestion difficile des chemins et sentiers en zone d'extraction.
- le 1^{er} décembre :
 - M. Simon GARZANITI, SPW Environnement, a présenté le dossier de mise à jour du GRGT.

Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF)

La Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF) est un organe consultatif du Ministre ayant la conservation du patrimoine dans ses attributions. Créée en 1835 par Léopold 1^{er}, la Commission royale des Monuments s'est adjoint une section des Sites en 1912, puis une section des Fouilles en 1989, année de la régionalisation du secteur du patrimoine.

Présidence

Robert TOLLET

Vice-Présidence

William ANCIEN f.f.
Fernand COLLIN
Jacques STEIN f.f.

Secrétaire permanent

Pierre GILISSEN

Secrétaires de Commission

Carole CARPEAUX
Nathalie DEREYMAEKER
Geneviève MOHAMED

Assistants administratives

Nadeige BURION
Marianne DI CATERINA
Nathalie RUWET

Réunions & avis

Une Assemblée générale a été organisée le 9 septembre.

Le Bureau s'est réuni à 10 reprises et a notamment organisé le fonctionnement général de la CRMSF en fonction de la crise sanitaire ; il a également suivi les travaux entamés par le Cabinet concernant la révision du Code du Patrimoine.

La section des Monuments s'est réunie à 23 reprises.

Elle a participé et délibéré sur 385 procédures de "réunions de patrimoine".

Elle a examiné et délibéré sur :

- 390 demandes de permis d'urbanisme.
- 69 demandes de dispense de permis d'urbanisme.
- 23 dossiers de protection du patrimoine (inscription sur liste de sauvegarde, classement/déclassement et inscription ponctuelle sur la liste du patrimoine exceptionnel).

La section des Sites s'est réunie à 24 reprises.

Elle a participé et délibéré sur 249 procédures de "réunions de patrimoine".

Elle a examiné et délibéré sur :

- 244 demandes de permis d'urbanisme.
- 20 demandes de permis pour l'installation d'éoliennes.
- 8 demandes d'avis sur des plans de gestion de réserves naturelles domaniales, des plans d'aménagement forestier ou des chartes paysagères de parcs naturels.
- 10 demandes de dispense de permis d'urbanisme.

- 8 dossiers de protection du patrimoine (inscription sur liste de sauvegarde, classement/déclassement et inscription ponctuelle sur la liste du patrimoine exceptionnel).

La section des Fouilles s'est réunie à 6 reprises.

Elle a participé et délibéré sur 6 procédures de "réunions de patrimoine".

Elle a examiné et délibéré sur :

- 7 demandes d'autorisation de fouilles.
- 5 demandes de permis d'urbanisme.
- 270 demandes d'autorisation d'effectuer des prospections avec détecteurs de métaux impliquant prélèvement d'objets.

La CRMSF a également instruit 143 dossiers de biens repris à la Carte archéologique mais dont, après examen, l'impact sur le plan patrimonial a été jugé nul.

Enfin, la Commission est représentée au sein du Comité wallon pour le Vitrail, dont elle gère le secrétariat. Ce Comité s'est réuni à 9 reprises et a rendu des avis sur 35 biens différents.

Publications & événements

La CRMSF a publié deux tomes de son Bulletin : le tome 35, qui compte cinq articles abordant le site archéologique du "Plateau des Cinques" à Olloy-sur-Viroin, l'ancienne abbaye cistercienne de Moulins à Anhée, les échafaudages sur les grands chantiers de restauration au XIX^e siècle, le lotissement de l'île de Commerce à Liège (1879-1914) et les résidences de villégiature en Haute-Meuse à la Belle Époque. Le tome 36, quant à lui, propose quatre articles ayant trait au château de Walhain-Saint-Paul, à l'hôtel van den Steen à Liège, à l'évolution des serres au XIX^e siècle et à l'architecte Clément Pirnay.

Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRMSF)

En savoir plus sur la [CRMSF](#)



A l'occasion des Journées du Patrimoine, les 11 et 12 septembre, la CRMSF a organisé, en collaboration avec le CESE Wallonie, des portes ouvertes du Vertbois : "Le Vertbois et les femmes, hier et aujourd'hui".

En 2021, à cause de la crise sanitaire, la Commission royale n'a pu organiser qu'une seule conférence à l'occasion de son Assemblée générale du 9 septembre. Mme Justine GLOESENER est intervenue sur le thème "Pour une matrimonialisation du grand ensemble de Droixhe. Le care comme perspective de ville plus égalitaire".

Enfin, le Centre d'Archives et de Documentation a accueilli quelque 65 chercheurs ; ce chiffre annuel de fréquentations en baisse s'explique par le fait que la documentaliste, admise à la retraite le 1^{er} janvier 2021, n'a pas été remplacée et que le CAD est donc temporairement fermé. L'accueil de 65 personnes a néanmoins été organisé par le secrétariat de la CRMSF, et en collaboration avec le Service accueil du CESE Wallonie.

Le rapport d'activité détaillé de la CRMSF est disponible via son site Internet www.crmsf.be.

Conseil du Tourisme

En savoir plus sur
[le Conseil du Tourisme](#)



Le Conseil du Tourisme est l'organe consultatif chargé, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, de remettre des avis sur toute matière relative à la politique touristique en général.

Présidence

Vice-Présidence

Michel VANKEERBERGHEN

Secrétaires de Commission

Carole CARPEAUX

Dominique ROSENGARTEN

Assistante administrative

Frédérique BLANJEAN

Réunions

Durant l'année 2021, le Conseil du Tourisme s'est réuni à 5 reprises. En raison des restrictions sanitaires, l'ensemble des réunions du Conseil du Tourisme se sont tenues en visioconférence.

Plusieurs réunions ont été consacrées au projet de réforme des rythmes scolaires dans l'enseignement obligatoire, sur lequel le Conseil n'avait pas encore véritablement eu l'occasion de s'exprimer. D'autres sujets en lien avec la crise sanitaire ont été abordés, dont notamment l'état de santé du secteur, les programmes de régime d'aides et l'impact des mesures de soutien. Les inondations de juillet 2021 et leur impact sur le secteur touristique ont aussi été

débattus au sein du Conseil.

Le renouvellement des Comités techniques a également fait l'objet de discussions. Celles-ci ont amené le Conseil à mener une réflexion plus large sur ses missions, sa composition et son fonctionnement, en vue d'éventuellement proposer un projet de réforme.

A côté des réunions mentionnées ci-dessus, les membres du Conseil ont été invités à des séances d'information organisées par d'autres instances. Durant l'année 2021, les membres ont notamment été invités à :

- une présentation de M. Sébastien CARBONNELLE (attaché au Cabinet de la Ministre Céline TELLIER) concernant le projet de parcs nationaux de Wallonie ;
- une présentation de la Ministre Valérie DE BUE concernant les études commandées par son Cabinet sur la stratégie touristique et la stratégie digitale.

Avis

En 2021, le Conseil du Tourisme a émis 2 avis portant sur une demande relative à des réglementations wallonnes ou des matières de politique générale et transversale, à savoir sur :

- le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant une troisième vague de programme de soutien aux hébergements touristiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 ;
- le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant une troisième vague de programme de soutien aux attractions touristiques dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19.

Le Conseil a également émis un avis d'initiative portant sur :

- la réforme des rythmes scolaires dans l'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Auditions

Dans le cadre de ses travaux, le Conseil a reçu des invités venus éclairer les membres soit sur une question d'actualité, soit sur l'un ou l'autre dossier à l'ordre du jour. En 2021, ont notamment été invités :

- M. François-Xavier LENNE (représentant du Cabinet de la Ministre Valérie DE BUE) concernant la troisième vague de programme de soutien aux attractions touristiques et hébergements touristiques ;
- M. Jonathan LESCEUX (Collaborateur de l'Observatoire wallon du tourisme) concernant la santé du secteur du tourisme à la suite de la crise sanitaire et l'impact des mesures de soutien ;
- Mme Noémie ROGER (représentante du Cabinet de la Ministre Caroline DESIR) concernant le projet de réforme des rythmes scolaires dans l'enseignement obligatoire.

Autres travaux et réflexions

Le Conseil a été invité à s'associer aux réflexions du Pôle Ruralité, Sections Nature et Chasse, sur la thématique du tourisme dans la nature et à éclairer celui-ci en vue d'une remise d'avis d'initiative sur "les potentialités de la nature dans le développement touristique en Wallonie ainsi que sur des recommandations à destination des autorités politiques pour sa mise en œuvre" (cf. avis d'initiative du Pôle Ruralité du 15 mai 2021).

Au cours de ses travaux, le Conseil s'est également penché sur le Plan de Relance de la Wallonie et plus particulièrement sur la fiche-projet relative à la création de deux parcs nationaux en Wallonie.

Le Conseil a par ailleurs initié une réflexion quant à ses missions, sa composition et son fonctionnement. Dans ce cadre, la situation des Comités techniques a aussi été abordée. Il est prévu de poursuivre ces travaux dès l'installation du nouveau Conseil du Tourisme.

Conseil wallon de l'Économie sociale (CWES)

Le Conseil wallon de l'Économie sociale rend des avis au Gouvernement wallon sur toute matière relative à l'économie sociale ainsi que sur la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques. Il est également chargé d'élaborer un rapport d'évaluation annuel sur l'exécution annuelle du décret.

Présidence

Denis MORRIER

Vice-Présidence

/

Secrétaire de Commission

Anne GUILLICK

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

En savoir plus sur le [CWES](#)



Réunions

Au cours de l'année 2021, le CWES s'est réuni à 8 reprises.

Avis

En 2021, le CWES a rendu les avis suivants :

- Favorable : avis n°36 sur l'appel à projets en économie sociale visant à soutenir les coopératives immobilières sociales dans l'acquisition de logement privatif en Wallonie à destination des femmes victimes de violences (adopté le 13.09.2021) ;
- Partagés : avis n°34 sur l'avant-projet de décret relatif aux Agences-Conseil en Économie sociale (adopté le 25/02/2021)¹ ; avis n°35 sur l'Avant-projet de décret adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations (adopté le 26/02/2021)²

Auditions

Participation des travailleurs à la gestion des entreprises: cycle de conférences-témoignages visant à élaborer un avis d'initiative :

- Le 24 avril :
 - Présentation de la subvention Mise en oeuvre des principes de l'économie sociale par Mme M. BIELLEN (SPW-EER) ;
- Le 31 mai :
 - Retour d'expérience : M. François COUTELIER, Accélérateur de Transitions chez SYNECO asbl, et fondateur de la coopérative Damnet ;
- Le 28 juin :
 - Retour d'expérience : CORTIGROUPE, témoignage d'un travailleur de CORT'IDESS ;

¹ cf. l'avis n°1463 du CESE du 14.04.21.

² cf. avis commun n°1460 du 08.03.2021 rendu par le CESE Wallonie, le Pôle Ruralité, le Pôle Énergie, le Pôle Politique scientifique, le CWEHF et le CWES.

- Le 4 octobre :
 - Retour d'expérience : M. Raphaël DHONT, juriste, Délégué Affaires publiques, Confédération générale des SCOP, Paris ;
- Le 13 décembre :
 - Retours d'expérience : Présentation de ES-CAP Uliège par Mmes Lola ARPIGNY et Charlotte MOREAU ; Présentation de l'ETA Jean Del'Cour par M. D. DRION ;

Réforme APE : présentation de la réforme actualisée par MM. Benjamin BIERLAIRE, Conseiller juridique, Erwin PIRSON, Conseiller Économie sociale, Jérôme THIRY, Expert emploi et Laurent WENRIC, Chef de Cabinet adjoint Cabinet de Mme la Ministre Christie MORREALE ;

Le CWES a reçu les membres du Cabinet de la Ministre ayant l'Économie sociale dans ses attributions et organisé différentes auditions d'experts en rapport avec la thématique "Participation des travailleurs à la gestion des entreprises".

Autres travaux

Les autres travaux du CWES ont porté sur ;

- le Rapport d'activités 2020 du CWES ;
- la Présidence du CWES ;
- des demandes d'avis sur l'avant-projet de décret relatif aux Agences-Conseil en Économie sociale ; sur l'avant-projet de décret adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations ; sur l'appel à projets en économie sociale visant à soutenir les coopératives immobilières sociales dans l'acquisition de logement privatif en Wallonie à destination des femmes victimes de violences.

Conseil Wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes (CWEHF)

Le Conseil Wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes contribue à l'élimination de toute discrimination directe ou indirecte vis-à-vis des hommes et des femmes.

Présidence

Gaëlle DEMEZ

Vice-Présidence

Maryse HENDRIX
Arnaud LEVEQUE

Secrétaires de Commission

Anne GUILLICK
Thérèse VAN HOOFF

Assistante administrative

/

Réunions

Le CWEHF s'est réuni à 11 reprises en 2021.

Avis

En 2021, le Conseil a rendu 14 avis sur :

- l'avant-projet de décret relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi – Deuxième lecture (Avis n°77 du 11 janvier 2021) ;
- l'avant-projet de décret relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à

la promotion de l'emploi (APE) et à la création de nouveaux emplois dans le secteur non-marchand et les pouvoirs publics – Deuxième lecture (Avis n°78 du 11 janvier 2021) ;

- le projet du rapport belge d'Examen Périodique Universel (EPU3) – Réunion de consultation de la société civile du 12 janvier 2021 (Avis n°79 du 11 janvier 2021) ;
- le plan intrafrancophone de lutte contre les violences faites aux femmes 2020-2024 (Avis n°80 du 8 février 2021) ;
- l'urgence d'apporter une réponse "post-Covid-19" sensible au genre – Recommandations au Sénat (Avis n°81 du 22 mars 2021) ;
- l'avant-projet de décret modifiant la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité – Première lecture (Avis n°82 du 12 mai 2021) ;
- la programmation FSE Wallonie-Bruxelles 2014-2020 – intégration de l'axe 5 "REACT-EU" pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie du Covid-19 et de ses conséquences sociales pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (Avis n°83 du 26 mai 2021) ;
- la précarité à la sécurité menstruelle (Avis n°84 du 28 mai 2021) ;
- le harcèlement sexiste dans l'espace public et le cyberharcèlement (Avis n°85 du 5 juillet 2021) ;
- le projet d'arrêté portant exécution du décret relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi et à la création d'emplois répondant à des besoins sociaux prioritaires (réforme APE) – Première lecture (Avis n°86 du 12 juillet 2021) ;
- l'avant-projet de décret modifiant le Code Wallon de

l'Action Sociale et de la Santé en ce qui concerne la promotion de la santé et de la prévention – Première lecture (Avis n°87 du 16 juillet 2021) ;

- la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les secteurs professionnels (Avis n°88 du 18 octobre 2021) ;
- le plan de relance de la Wallonie (Avis n°89 du 6 décembre 2021).

Auditions

En fonction de ses priorités et de l'actualité, le CWEHF a auditionné une série d'expert.e.s afin de nourrir sa réflexion.

- Le 11 janvier :
 - MM. Sébastien FONTENAY, Doctoral Research (DULBEA) et Ilan TOJEROW, Professeur à l'ULB, au sujet de l'étude sur le "Coût de l'enfant pour la carrière des femmes et comment le congé de paternité peut aider".
- Le 8 février:
 - Mme Christine MAHY, Secrétaire générale et politique du Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté, sur le thème de l'impact de la crise sanitaire Covid-19 sur les familles monoparentales et sur le projet de Plan wallon de sortie de la pauvreté.
 - Mme Sylvie GROLET, Attachée au SPW Intérieur et Actions sociales, pour une présentation du Plan intra-francophone de lutte contre les violences faites aux femmes 2020-2024.
- Le 15 mars :
 - Mmes Vromi LEMEIRE, Présidente de la Commission Diversité, Égalité des Chances et Pauvreté et Julie MILLAN, Première attachée de Brupartners, sur la thématique des familles monoparentales.
 - Mme Manoë JACQUET du Réseau Wallon "Femmes et Santé", concernant une réflexion sur la réalisation d'une analyse exploratoire sur

Conseil Wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes (CWEHF)

En savoir plus sur le [CWEHF](#)



l'opérationnalisation de la dimension transversale "genre" dans le Plan wallon de prévention et de promotion de la santé.

- Le 4 octobre :
 - Mme Anne-Emmanuelle BOURGAUX, Constitutionnaliste à l'UMons-ULB sur le transfert des compétences.
- Le 8 novembre :
 - MM. Marc BOURGEOIS, Professeur ordinaire en droit fiscal à l'ULiège et Benoît BAYENET, Chargé de cours au Département de Sciences politiques à l'ULB, sur le transfert des compétences.

Travaux et réflexions

Face à la crise du Covid-19, le CWEHF a mené une veille sur les impacts de cette crise sur les femmes. Il a également été sollicité par le Comité d'avis pour l'Égalité des Chances entre les Femmes et les Hommes du Sénat afin de présenter son point de vue sur la situation, non seulement au niveau des compétences de la Région wallonne mais aussi aux autres niveaux de pouvoir. Le CWEHF a rendu un avis en pointant 13 priorités.

Le CWEHF a participé à divers travaux du CESE Wallonie : participation à l'avis transversal du CESE Wallonie n°1460 du 8 mars 2021 sur les avant-projets de décret et les projets d'arrêtés adaptant certaines dispositions régionales au nouveau Code des sociétés et des associations, participation aux différents groupes de travail de préparation aux divers séminaires thématiques et aux Web'Actus.

La Ministre Christie MORREALE, qui a assuré la présidence de la CIM "Droits des femmes" en 2021, a souhaité faire participer le CWEHF activement sur leurs thématiques de travail.

Suite aux inondations, le CWEHF a recueilli les témoignages de ses différentes associations afin de mettre en lumière les difficultés vécues par les femmes qu'elles

accompagnent et de dégager des pistes de réflexion qui pourraient améliorer la gestion des futures crises, comme par exemple, la mise en place d'un système d'alarme communautaire ou la possibilité pour le niveau local d'agir rapidement en cas de catastrophe annoncée.

Représentations externes

Groupe interdépartemental de coordination (GIC)

Le CWEHF a participé aux 2 réunions consacrées à l'état d'avancement des fiches-projets du plan genre. Il a émis plusieurs propositions. Le Cabinet de la Ministre Christie MORREALE a également demandé au CWEHF de rendre un avis sur les mesures du plan de relance afin que les Cabinets puissent intégrer la dimension de genre dans leurs fiches.

Fédération Wallonie-Bruxelles

Le CWEHF a participé à l'assemblée annuelle d'Alter Egales qui avait pour but de présenter le nouveau dispositif Alter Egales et les mesures du plan "Droits des femmes". Un vote a également été réalisé afin de dégager des mesures prioritaires de ce plan.

Consultations de la société civile pour des dossiers fédéraux et européens

Le CWEHF a participé à plusieurs consultations de la société civile, en présentiel ou par voie électronique :

- Consultation dans le cadre de la programmation FEDER 2021-2027 sur la note d'orientation approuvée par le Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 et invitation à participer à 4 groupes de travail ;
- Consultation dans le cadre de la programmation FSE 2014-2020 Wallonie-Bruxelles – intégration REACT-EU ;
- Consultation dans le cadre du projet de programme opérationnel FEDER 2021-2027 (3^{ème} vague) ;

- Réunion du 17 décembre 2021 des Comités de suivi pour les programmes opérationnels "Wallonie-2020.EU" (FEDER) et "Wallonie-Bruxelles 2020.EU" (FSE) ;
- Réunions des 12 janvier 2021 et 11 juin 2021 sur la préparation du rapport national de la Belgique pour l'Examen Périodique Universel (EPU3).

Réseau Wallon "Femmes et Santé"

Le CWEHF a participé aux différentes réunions dont l'objectif a été de créer un événement autour du 28 mai, journée internationale d'action pour la santé des femmes.

Journées du patrimoine

Le thème de cette année était "Femmes et patrimoine". A cette occasion, le CESE Wallonie a produit un dépliant présentant le Conseil, accompagné d'une interview de la Présidente du CWEHF, Mme Gaëlle DEMEZ.

La Ministre Valérie DE BUE a sollicité le CWEHF (Mme Laetitia GÉNIN) pour participer au Comité d'accompagnement afin de sélectionner les projets.

3^{ème} Stratégie Wallonne de Développement Durable

La Ministre TELLIER a sollicité le CWEHF pour participer aux réunions du Partenariat wallon pour le développement durable visant à déterminer les actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre de cette stratégie.

Observatoire du Commerce

En savoir plus sur
[l'Observatoire du Commerce](#)



L'Observatoire du commerce exerce une compétence consultative générale en matière de commerce en Wallonie. Composé de membres et d'experts sectoriels (environnement urbain, protection du consommateur, politique sociale et mobilité durable), l'Observatoire du commerce remet des avis variés, tant sur des projets très concrets d'implantations commerciales que sur des schémas locaux ou régionaux, ainsi que sur des projets de décret et d'arrêté.

Présidence

Jean JUNGLING

Vice-Présidence

Bernadette MERENNE

Secrétaires de Commission

Sophie HANSON
Charlotte TILMAN

Assistante administrative

Coralie RIGO

Réunions

Durant l'année 2021, l'Observatoire du Commerce s'est réuni à 25 reprises.

Avis

En 2021, l'Observatoire du commerce a remis 186 avis.

183 de ces avis étaient relatifs à des projets individuels (demandes de permis d'implantation commerciale ou de permis intégré). Il a remis 3 avis sur des projets de schéma communaux de développement commercial et du rapport sur les incidences environnementales qui l'accompagne sur les communes suivantes : Arlon, Courcelles, Soignies.

Auditions

Dans le cadre de ces demandes concernant les projets individuels mais aussi les projets de schéma communaux de développement commercial et du rapport sur les incidences qui l'accompagne, l'Observatoire auditionne les demandeurs ainsi que les communes. En 2021, il y a eu 168 auditions réparties sur 25 réunions.

Evénement

L'Observatoire a organisé un webinar sur la politique des implantations en Flandre. M. Cédric LAMBRECHTS, Consultant chez InterSectio, a présenté le système flamand d'implantations commerciales. Un article synthétisant la présentation a été publié sur le site du CESE Wallonie.

Commissions d'agrément

Le CESE Wallonie assure le Secrétariat de plusieurs Commissions d'agrément dans le domaine de l'économie sociale, de l'emploi et de la formation.

- Commission consultative des centres d'insertion socioprofessionnelle
- Commission Chèques
- Commission Congé-éducation payé
- Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale
- Commission consultative et de concertation en matière de placement
- Commission consultative et d'agrément des entreprises titres-services
- Commission consultative Fonds de Formation Titres-Services
- Commission PMTIC

Les Commissions d'agrément sont composées de membres issus des organisations représentatives des employeurs, des travailleurs, des associations environnementales ainsi que de représentants d'autres organisations qui apportent leur expertise dans les domaines traités (associations professionnelles, monde associatif, universités et hautes écoles, Administration et organismes publics, pouvoirs locaux, consommateurs, ...).

Le Secrétariat des Commissions d'agrément est assuré par le personnel du CESE Wallonie. Les Secrétaires de Commission organisent les réunions et les auditions, préparent les dossiers, rédigent les projets d'avis sur base des positions exprimées par les membres, rédigent les comptes-rendus,... Les Assistantes administratives complètent l'équipe et permettent, grâce à leur appui technique, la bonne organisation des travaux.

Les noms des Présidents et Vice-Présidents sont indiqués ainsi que ceux des Secrétaires de Commission et des Assistantes administratives (situation au 31/12/2021).

Le rapport d'activité du CESE Wallonie présente une synthèse des travaux menés en 2021 au sein des Conseils consultatifs : les réunions organisées, les avis rendus, les auditions, les autres travaux et réflexions.

Chaque Conseil consultatif rédige son propre rapport d'activité, plus détaillé et disponible sur le site internet du CESE Wallonie.

Au cours de l'année 2021, en raison de la crise sanitaire, la plupart des réunions ont eu lieu en visioconférence.

Pour connaître les références légales, missions et composition des Commissions d'agrément, consultez la page de la Commission concernée sur www.cesewallonie.be

Commission consultative des centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)

La Commission CISP a pour principales missions de remettre au Ministre de la Formation un avis motivé sur l'octroi ou le renouvellement d'agrément d'un centre d'insertion socioprofessionnelle ou d'une filière lorsque son avis est sollicité par l'Administration ainsi que sur la suspension ou le retrait d'agrément d'une filière ou d'un centre lorsque le dossier est jugé "problématique". Elle remet également un avis motivé sur les demandes de transfert de filières entre centres agréés.

Présidence

Frédéric CLERBAUX

Vice-Présidence

Jérôme THIRY

Secrétaire de Commission

Claude GONTIER

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

La Commission s'est réunie à 1 reprise en 2021.

Avis

N'ayant été consultée sur aucun nouveau dossier, la Commission n'a pas rendu d'avis en 2021.

Auditions

Dans le cadre du suivi de deux dossiers problématiques examinés en 2020, la Commission a procédé à l'audition du Président des deux ASBL concernées afin de faire le point sur la mise en conformité des centres.

Travaux et réflexions

En 2021, les travaux de la Commission CISP ont essentiellement porté sur :

- Le suivi de la bonne mise en œuvre des recommandations émises à l'attention des deux centres dont le fonctionnement avait été jugé problématique en 2020 ;
- L'approbation du rapport d'activités 2020 de la Commission CISP ;
- Le suivi des avis rendus par la Commission en 2020 ;
- Des informations diverses : information sur l'arrêt des activités d'un centre et sur la cession de ses activités à un autre centre, synthèse des rapports d'activités 2019 et 2020 des CISP, modification de l'AGW CISP et adoption d'une circulaire interprétative dans le cadre de la crise sanitaire du SARS-CoV-2, ...

En savoir plus sur la [Commission CISP](#)



Commission Chèques

La Commission Chèques est chargée principalement de rendre des avis motivés sur l'agrément, la suspension, le refus ou le retrait d'agrément des opérateurs de formation ou des formations en matière de chèques-formation, lorsque son avis est sollicité par l'Administration. Elle propose ensuite au Gouvernement wallon un nombre forfaitaire d'heures susceptibles d'être financées par le chèque-formation dans le cadre de la formation à distance. En matière de chèques-crédation, la Commission est également chargée de rendre des avis motivés lorsque son avis est sollicité par l'Administration.

Présidence

Jérôme THIRY

Vice-Présidence

Arnaud LE GRELLE

Secrétaires de Commission

Claude GONTIER

Florence LEDIEU

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

En savoir plus sur
la [Commission Chèques](#)



La Commission s'est réunie à 11 reprises en 2021.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission a rendu 33 avis dans le cadre du dispositif chèques-formation.

L'avis de la Commission n'a pas été sollicité sur des dossiers introduits par des opérateurs dans le cadre du dispositif chèques-crédation.

Parmi les 33 avis rendus dans le cadre du dispositif chèques-formation :

- 22 avis concernent 189 formations proposées à l'agrément ou au renouvellement d'agrément par des opérateurs de formation. Parmi ces 189 formations, 36 ont reçu un avis favorable à l'unanimité, 120 un avis défavorable à l'unanimité, 32 un avis divisé et 1 a fait l'objet d'un avis reporté.
- 1 avis concerne un recours à l'encontre d'un arrêté ministériel de refus d'agrément pour 6 modules de formation.
- 2 avis concernent un retrait d'agrément pour deux opérateurs de formation¹.
- 8 avis concernent une prise de position pour des opérateurs qui n'ont pas rempli leur obligation de compléter annuellement la base de données Traform (article 29, 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004).
- 1 avis concerne une prise de position pour un opérateur qui s'est, entre temps, conformé à l'obligation de compléter annuellement la base de données Traform (article 29, 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 2004).

¹ Un de ces deux avis a déjà été comptabilisé dans le premier tiret (l'avis concerné étant à la fois relatif à une demande de renouvellement d'agrément et à un retrait d'agrément).

Auditions

Au cours de l'année 2021, la Commission n'a procédé à aucune audition d'opérateurs chèques-formation ou chèques-crédation dans le cadre de l'examen de dossiers d'agrément.

En outre, dans le cadre de ses réflexions sur le dispositif chèques-formation, la Commission a entendu Mme S. DE PARMENTIER, Conseillère au FOREM, et M. M. DE GROOTE, Collaborateur SGD Aides publiques au FOREM, sur :

- Les données statistiques du dispositif pour l'année 2019.
- L'évolution du dispositif de 2014 à 2020.
- La base de données chèques-formation.

Travaux et réflexions

En 2021, les travaux de la Commission Chèques ont essentiellement porté sur :

- L'examen des dossiers des opérateurs chèques-formation qui lui ont été soumis par l'Administration (Direction de la Formation Professionnelle au sein du Département de l'Emploi et de la Formation Professionnelle - SPW Economie, Emploi, Recherche).
- Une information sur le suivi de certains dossiers chèques-formation par l'Administration.
- La mise à jour de la jurisprudence relative aux dossiers chèques-formation qui lui ont été soumis pour examen dans le cadre du décret du 10 avril 2003. Il est à noter que la Commission travaille, de manière continue, sur l'amélioration de ce document, compte tenu de sa mission en matière d'agrément qui lui est octroyée.

Commission Chèques

- L'examen des modules de formation à distance (proposition pour chaque domaine de formation faisant l'objet d'une demande d'agrément d'un nombre forfaitaire d'heures susceptibles d'être financées par le chèque-formation).
- La rédaction de son rapport d'activité pour l'année 2020.
- La finalisation et l'approbation du son nouveau règlement d'ordre intérieur, établi sur base du canevas élaboré par le CESE Wallonie. L'élaboration de ce canevas s'inscrit dans une démarche transversale au sein du CESE pour uniformiser les règles de fonctionnement des organismes consultatifs qui y sont hébergés, dans la continuité des principes soutenant la réforme de la fonction consultative.
- Une réflexion sur différents aspects du dispositif chèques-formation qui relèvent de sa compétence. Cette réflexion a été communiquée au CESE Wallonie (via sa Commission Emploi-Formation-Education) afin qu'il puisse éventuellement la communiquer au Gouvernement wallon, tenant compte de la refonte des incitants financiers à la formation. Cette réflexion de la Commission aborde principalement les questions des soft skills, des recours des opérateurs, du délai de remise d'avis, des missions de la Commission (y compris de sa composition), de la sélection des dossiers par l'Administration, de la prépondérance de la voix du Président, de l'audit Qfor/Iso, du service après-vente, des fraudes, de la formation de son propre personnel pour lesquelles l'opérateur est agréé, de l'absence d'organisation de formations au cours des trois dernières années de l'agrément et de l'aspect séance d'information/formation(chèque-formation).

Commission Congé-éducation payé (CEP)

La Commission d'agrément Congé-éducation payé (CEP) est principalement chargée de se prononcer, par décision motivée, sur l'agrément, le retrait ou la suspension d'agrément de certaines catégories de formations générales et professionnelles. Elle a également d'autres rôles, comme le suivi de l'évolution de la situation budgétaire de la réglementation CEP.

Présidence

Thierry JACQUES

Vice-Présidence

A désigner

Secrétaires de Commission

Florence LEDIEU

Assistants administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

En savoir plus sur la [Commission CEP](#)



La Commission s'est réunie à 5 reprises en 2021.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission a rendu 75 décisions d'agrément pour 75 modules de formations dans le cadre du dispositif CEP. Ces décisions sont les suivantes :

- 50 décisions favorables¹ et 7 décisions défavorables à l'octroi de modules de formations dans le cadre du CEP organisés par des opérateurs de formation.
- 16 décisions favorables² et 2 décisions défavorables au renouvellement d'agrément de modules de formations dans le cadre du CEP organisés par des opérateurs de formation.

La Commission s'est ensuite prononcée sur 91 rapports d'évaluation relatifs à des formations déjà agréées pour des opérateurs de formation en vue de leur amélioration.

La Commission a enfin été sollicitée sur un recours introduit par un opérateur.

Auditions

Au cours de l'année 2021, la Commission n'a pas auditionné d'opérateurs de formation dans le cadre de l'examen de leurs dossiers.

En outre, dans le cadre de ses réflexions sur le dispositif, la Commission a entendu M. PAQUET, Expert aides publiques et incitants financiers au FOREM, sur les données statistiques relatives au congé-éducation payé pour l'année scolaire 2018-2019.

¹ Pour tout ou partie de la formation proposée à l'agrément.

² Idem.

Travaux et réflexions

En 2021, les travaux de la Commission Congé-éducation payé ont essentiellement porté sur :

- L'examen des formations présentées à l'agrément ou au renouvellement d'agrément dans le cadre du dispositif ;
- L'examen des rapports annuels d'évaluation des formations agréées dans le cadre du dispositif ;
- Le suivi budgétaire du dispositif conformément à la mission qui lui est confiée par la section 6 du chapitre IV de la loi du 22 janvier 1985. Dans ce cadre, elle a pris connaissance des rapports statistiques sur le dispositif pour l'année scolaire 2018-2019.
- Une réflexion sur l'utilisation du dispositif au sein de la promotion sociale. La Commission a, dans ce cadre, invité M. ANDRE, Président du Conseil général de l'Enseignement de Promotion Sociale, M. HEUGENS, vice-Président du Conseil général, M. MEUNIER, Directeur de la Direction de l'Enseignement de Promotion Sociale de la Fédération Wallonie-Bruxelles et M. BISTER, Collaborateur en son sein.
- La rédaction de son rapport d'activité pour l'année 2020.
- La mise à jour de la jurisprudence relative aux formations sur lesquelles elle se prononce par décision motivée. Il est à noter que la Commission travaille, de manière continue, sur l'amélioration de ce document, compte tenu de sa mission qui lui est octroyée en matière d'agrément.
- La mise à jour d'un tableau de bord des décisions rendues sur les dossiers d'agrément et de renouvellement d'agrément.

Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale (COMES)

La Commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale est constituée en application de l'article 6 du décret relatif à l'économie sociale du 20 novembre 2008. Elle rend des avis relatifs à trois dispositifs particuliers de l'économie sociale : les entreprises d'insertion, les initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale (IDESS) et les agences-conseils.

Présidence

Christian PETERS

Vice-Présidence

Bénédicte SOHET

Secrétaire de Commission

Anne GUILLICK

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

En savoir plus sur la [COMES](#)



La COMES s'est réunie à 19 reprises en 2021.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission a rendu les avis suivants :

- Dispositif entreprises d'insertion : 40 avis dont :
 - 6 avis relatifs à une nouvelle demande d'agrément (deux ans) ou assimilé (demande de renouvellement dont le dossier est arrivé avec retard) ;
 - 10 avis relatifs à la validation d'un critère pour la subvention "Mise en oeuvre des principes de l'économie sociale, année 2019" ;
 - 4 avis relatifs à la validation d'un critère pour la subvention "Mise en oeuvre des principes de l'économie sociale, année 2020" ;
 - 12 avis favorables à un renouvellement d'agrément pour quatre ans ;
 - 1 avis favorable à une demande de renouvellement d'agrément à durée indéterminée ;
 - 1 avis favorable à une demande de dérogation au maintien de l'effectif de référence (art. 20, §3 de l'AGW du 8 mai 2014 portant exécution du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion) ;
 - 2 avis favorables à une levée de suspension des subventions (art. 23 §1^{er} décret du 20.10.2016), dont l'un dans le cadre d'un dossier d'entreprise en difficulté financière ;
 - 1 avis favorable relatif à une proposition de récupération de subventions (art. 23, § 1^{er} et §2 décret du 20 octobre 2016 et art. 26 AGW portant exécution de ce décret) ;
 - 2 avis favorables à une proposition de suspension d'agrément ;
 - 1 avis favorable à une proposition de levée de suspension d'agrément.

- Dispositif "IDESS" : 16 avis dont :
 - 10 favorables à une extension d'agrément ;
 - 5 avis favorables à une demande d'agrément (deux ans) ;
 - 1 avis favorable à une demande d'arrêt d'activité (réduction effectif) avec diminution du personnel subventionné de 3 ETP SINE et de 9 ETP art. 60 §7).
- Dispositif Agences-conseils : 17 avis dont :
 - 1 avis portant sur l'approbation d'un rapport d'activités 2017 ;
 - 2 avis portant sur l'approbation de rapports d'activités 2018 ;
 - 3 avis portant sur l'approbation de rapports d'activités 2019 ;
 - 1 avis défavorable à l'octroi d'une subvention complémentaire 2019 ;
 - 5 avis portant sur l'octroi de la subvention de base 2020 et de l'avance 2021 ;
 - 4 avis positifs à un renouvellement d'agrément (trois ans) ;
 - 1 avis défavorable à une demande d'agrément.

Auditions

Le système des auditions a été maintenu dans le contexte de toute nouvelle demande d'agrément et d'avis de suspension ou de retrait d'agrément, ou encore d'avis impactant le montant des subventions, de manière à permettre aux porteurs de projet de faire valoir leurs éléments de défense. Le souhait de la Commission d'appréhender de façon systématique, actualisée et globale le statut des EI avant de procéder à un renouvellement d'agrément à durée indéterminée.

En 2021, il y a eu 9 auditions dans le cadre du dispositif "Entreprises d'insertion" et 1 audition dans le cadre du dispositif "Agences-conseils".

Commission consultative et de concertation en matière de placement (COPLA)

La Commission consultative et de concertation en matière de placement (COPLA) est chargée de rendre des avis motivés au Gouvernement wallon sur l'agrément, la suspension ou le retrait de l'agrément des agences de travail intérimaire ainsi que sur la suspension ou le retrait d'enregistrement des agences de placement. Elle peut également se prononcer sur toutes les questions relatives au placement en général ou au travail intérimaire.

Présidence

Laurent STAS DE RICHELLE

Vice-Présidence

Giuseppe PAGANO

Secrétaires de Commission

Frédérique DEBRULE

Nathalie DELBRASSINNE

Assistante administrative

Frédérique BLANJEAN

En savoir plus sur la [COPLA](#)



En 2021, la COPLA s'est réunie à 5 reprises et a organisé 2 consultations électroniques.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission a rendu les 51 avis suivants :

- 10 avis favorables relatifs à des demandes d'agrément pour le service de travail intérimaire, pour une durée de 2 ans ;
- 6 avis favorables relatifs à des demandes de renouvellement d'agrément pour le service de travail intérimaire, pour une durée indéterminée ;
- 31 avis favorables relatifs à des retraits d'enregistrement ;
- 3 avis favorables relatifs à des retraits de dispense d'agrément ;
- 1 avis favorable relatif à un retrait d'agrément et d'enregistrement.

Auditions

En 2021, la Commission a envoyé 94 convocations à des auditions. Toutes les convocations n'ont pas donné lieu à des auditions effectives en raison du fait que certaines agences ne s'y sont pas présentées ou ont fourni les informations demandées dans l'intervalle.

Au cours de l'année, il y a eu :

- 7 auditions de représentants d'agences, dans le cadre de demandes d'agrément, afin d'obtenir des compléments d'informations sur les projets envisagés par celles-ci ;

- 2 auditions de représentants d'agences dans le cadre d'une procédure de retrait d'enregistrement pour cause de rapport d'activités 2019 non rentré.

Travaux et réflexions

La Commission a rédigé son rapport d'activités 2020 et l'a ensuite transmis aux Gouvernement et Parlement wallons.

Au cours de l'année 2021, la Commission a accordé une attention toute particulière à des agences présentant par exemple un endettement important vis-à-vis de l'ONSS ou du Fonds social pour les intérimaires, à celles dont le dossier présentait un caractère mono-client, à celles procédant à de la mise à disposition potentielle de travailleurs intérimaires sous CDI ou à de la mise à disposition de travailleurs intérimaires sans disposer d'un agrément ou d'un enregistrement notamment dans le secteur de l'Horeca ou de l'événementiel, ou encore à celles soupçonnées de poursuivre leurs activités malgré la perte d'une dispense d'agrément,

Elle a aussi régulièrement rempli son rôle dans le cadre du suivi des plans de paiement obtenus par des entreprises agréées auprès de leurs créanciers ou du suivi d'entreprises qui avaient une dette importante non couverte par un plan d'apurement afin d'obtenir les explications nécessaires et d'autoriser ou non la poursuite des activités des agences concernées.

En 2021, la Commission a poursuivi ses contacts avec la Pro League - également soucieuse d'instaurer davantage de régulation dans le secteur footballistique - afin d'être informée sur la mise en œuvre du "Clearing Department" (à l'autorisation duquel sont soumises toutes les demandes de paiement à un intermédiaire, sur base de factures). Ce dernier a démarré ses activités en juillet 2021 ; une communication a été envoyée à ce sujet à l'ensemble des clubs et des intermédiaires enregistrés auprès de l'URBSFA.

Commission consultative et de concertation en matière de placement (COPLA)

De ces différents contacts, il est ressorti que tout était mis en œuvre pour que l'intermédiaire ait conscience et connaissance de ses diverses obligations, notamment en matière d'enregistrement.

Au cours de l'année, les membres de la Commission ont continué à mener une réflexion sur la qualité des services d'outplacement prestés par certaines agences de placement enregistrées, en vue de proposer des pistes d'amélioration (en s'inspirant éventuellement des mesures déjà prises en Flandre). Cette réflexion a toutefois été quelque peu perturbée par la crise sanitaire notamment en ce qui concerne l'instauration de groupes de travail au sein des organisations syndicales, chargés d'approfondir cette thématique et par l'impossibilité, pour la Commission, de prendre connaissance du rapport 2019 de l'organisme flamand de certification CERTO, créé à l'initiative du Ministre de l'Emploi, qui n'a finalement pas été rédigé.

Par ailleurs, afin de disposer de plus d'outils encore pour remplir correctement sa mission de surveillance du fonctionnement du marché de placement, la Commission a poursuivi sa collaboration régulière avec les secrétariats des Commissions d'agrément des autres régions du pays ainsi qu'avec le Fonds social pour les intérimaires. Elle a, par exemple, convenu avec ce dernier d'interroger les agences belges ou étrangères n'ayant pas eu d'activité d'intérim ou d'autres services de placement en Belgique pendant 4 trimestres consécutifs sur leurs intentions au niveau d'éventuelles prestations de services de placement sur le territoire belge à l'avenir.

La collaboration avec les services de l'Inspection sociale régionale s'est également poursuivie en 2021. La Commission a été confrontée, à plusieurs reprises, à la difficulté de réaliser, dans le chef des services compétents, des inspections lorsque des agences étrangères ne disposent pas d'une unité d'établissement sur le territoire belge. Force lui a été de constater que la coopération européenne à ce niveau est encore pratiquement inexistante.

Enfin, la Commission a pris connaissance des informations complémentaires communiquées par une agence, dispensée d'agrément en région wallonne sur la base d'un agrément reçu en région flamande, qui fournit à la Belgique, depuis 2021, du personnel asiatique (des Philippines et d'Indonésie) au secteur de la navigation intérieure. En effet, une telle pratique avait soulevé plusieurs inquiétudes (respect du temps de travail, conditions de travail et de vie, respect et contrôle des salaires, ...) dans le chef des membres de la Commission, même si ce secteur ne figure plus au rang des secteurs où l'intérim est interdit, en application de la Directive européenne relative au travail temporaire.

Chambre de concertation

La Chambre de concertation s'est réunie 2 fois durant l'année 2021. Au cours de ces réunions, elle a travaillé sur les points suivants :

- Rapport sur l'insertion des demandeurs d'emploi sous contrat d'intérim : présentation par le FOREM ;
- "Difficultés de recrutement des agences agréées de travail intérimaire et des agences de placement enregistrées" : présentation du rapport par le FOREM.

La Chambre de concertation a également rédigé le rapport d'activités 2020 relatif à ses activités et l'a ensuite transmis aux Gouvernement et Parlement wallons.

Commission consultative d'agrément des entreprises Titres-services (ETS)

La Commission consultative d'agrément des entreprises Titres-services est chargée de remettre un avis concernant l'octroi ou le retrait d'agrément des entreprises Titres-services.

Présidence

Sébastien DUPANLOUP

Vice-Présidence

/

Secrétaires de Commission

Claude GONTIER

Anne GULLICK

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

En savoir plus sur la
[Commission consultative d'agrément
des Entreprises Titres-services](#)



En 2021, la Commission s'est réunie à 10 reprises. En outre, un groupe de travail dédié à l'activité de repassage en titres-services s'est réuni à 3 reprises.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission a rendu 23 avis portant sur les dossiers suivants :

- 9 dossiers de demande d'agrément ou d'extension d'agrément. Tous ont reçu un avis favorable.
- 14 dossiers concernant des entreprises en infraction au regard de la législation titres-services. La Commission a rendu :
 - 9 avis favorables au maintien de l'agrément ;
 - 1 avis favorable au retrait avec sursis de l'agrément ;
 - 4 avis favorables à une levée de retrait avec sursis. En effet, 4 entreprises qui avaient, durant l'année 2020, fait l'objet d'un retrait d'agrément avec sursis, ont été invitées à se mettre en ordre avec la législation Titres-services endéans les 4 mois suivant la notification de cette décision. Après examen des pièces produites par ces 4 entreprises pour se mettre en conformité, la Commission s'est prononcée en faveur de la levée du retrait avec sursis et donc du maintien de leur agrément.

Auditions

La Commission a procédé à l'audition des représentants de 17 entreprises dans le cadre de leur demande d'agrément ou dans le cadre d'une procédure de retrait d'agrément¹. A noter que les entreprises ayant introduit une demande d'agrément et les entreprises concernées par une procédure de retrait d'agrément sont systématiquement conviées à une audition auprès de la Commission.

¹ Une entreprise supplémentaire a été convoquée dans le cadre d'une demande d'agrément, mais n'a pu être présente le jour de l'audition.

Travaux et réflexions

En 2021, les travaux de la Commission ETS ont essentiellement porté sur :

- L'examen des dossiers d'agrément ou d'infraction qui lui ont été soumis par l'Administration (22 dossiers en 2021)².
- Le renouvellement de la présidence de la Commission.
- Le suivi des avis rendus par la Commission.
- Le lancement d'un groupe de travail dédié à l'activité de repassage en titres-services. Il est en effet apparu que la mise en œuvre de cette activité posait des problèmes récurrents et que de nombreuses infractions, constatées par les services d'inspection, avaient un lien avec le repassage en centrale. Ce groupe de travail s'est réuni à 3 reprises en 2021. La première réunion du GT s'est tenue en présence des seuls membres de la Commission tandis que les deux suivantes ont été élargies à d'autres experts membres des organisations siégeant en Commission. Les réflexions entamées dans le cadre de ce GT se poursuivent en 2022.

² A noter que la Commission a été consultée sur 22 dossiers en 2021. La différence entre le nombre de dossiers reçus (22) et le nombre d'avis remis (23) s'explique comme suit :

- 2 avis ont été formellement rendus en 2021 alors qu'ils avaient été analysés lors de la dernière réunion de 2020. En effet, les avis portant sur ces 2 dossiers n'ont pu être adoptés valablement qu'à l'issue d'une procédure électronique. Ces avis ont dès lors été adoptés formellement le 6 janvier 2021 bien que les dossiers aient été examinés et que les responsables des entreprises aient été auditionnés lors de la réunion du 17 décembre 2020.

- Lors de sa dernière réunion de l'année 2021, la Commission a examiné et pris position sur 1 autre dossier d'infraction. Toutefois, l'avis portant sur ce dossier n'a pu être adopté valablement qu'à l'issue d'une procédure électronique qui s'est clôturée en janvier 2022. Cet avis a dès lors été adopté formellement le 10 janvier 2022 bien que le dossier ait été examiné et que l'entreprise ait été auditionnée lors de la réunion du 20 décembre 2021.

Commission consultative d'agrément des entreprises Titres-services (ETS)

- L'approbation du rapport d'activités 2020 de la Commission ETS.
- Des informations et échanges sur différents sujets : modalités de mise en œuvre des nouvelles obligations en termes de durée de temps de travail (moyenne de 19h/semaine) et en termes de formation des travailleurs TS (9h/ETP/an) applicables à partir du 1^{er} janvier 2022, les frais supplémentaires réclamés par certaines entreprises aux clients, debriefing de l'émission #Investigation consacrée aux titres-services, état d'avancement du prochain rapport d'évaluation du dispositif TS, mesure d'aide à la formation au permis de conduire à l'attention des travailleurs TS, perspective de saisine de la Commission afin de réaliser un modèle de convention utilisateurs.

A noter qu'en janvier 2021, l'émission #Investigation de la RTBF a réalisé un reportage sur la thématique des titres-services et a, dans ce cadre, filmé la réunion de la Commission ETS qui s'est tenue en visioconférence le 25 janvier 2021. L'objectif de ce tournage était de montrer le rôle joué par la Commission dans le cadre des dossiers d'infraction³.

Enfin, en 2021, les représentants des interlocuteurs sociaux au sein de la Commission ETS ont été conviés à participer à 3 réunions de la Commission Emploi-Formation-Education (EFE) du CESE Wallonie, afin de contribuer aux travaux relatifs à l'avant-projet de décret portant diverses modifications à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité (réunion EFE du 21 avril 2021) et aux travaux relatifs à l'avant-projet d'arrêté modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les TS et l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation TS (réunions EFE du 15 septembre et du 6 octobre 2021).

³ Les règles de confidentialité ont été strictement respectées et les dossiers examinés ce jour-là en Commission ont été anonymisés.

Renouvellement

Les mandats des membres de la Commission ont été renouvelés via l'arrêté ministériel du 11 février 2021, pour une durée de 4 ans. M. Sébastien DUPALOU qui préside la Commission depuis décembre 2019, a été reconduit dans sa fonction.

Commission consultative Fonds de Formation Titres-services (FFTS)

La Commission consultative Fonds de Formation Titres-services (FFTS) est chargée de remettre un avis sur les demandes d'approbation de formations visant à former les travailleurs ayant conclu un contrat de travail titres-services. Les modules de formation peuvent être organisés par les entreprises titres-services elles-mêmes ou par des prestataires de formation externes. Pour être approuvées par la Région et faire l'objet d'une subvention, ces formations doivent :

- soit être en lien avec la fonction exercée par le travailleur titres-services (ergonomie, organisation efficace, sécurité, hygiène, ...) ;
- soit poursuivre un objectif de spécialisation ou de mobilité professionnelle du travailleur au sein du secteur des titres-services.

Présidence

Florence GILBERT DE CAUWER

Vice-Présidence

/

Secrétaires de Commission

Claude GONTIER
Florence LEDIEU

Assistants administratives

Carmelina MONTAGNINO
Laurie PRESTI

En 2021, la Commission s'est réunie à 11 reprises.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission FFTS a rendu 133 avis sur des demandes d'approbation de formation¹ :

- La Commission a rendu 65 avis favorables, 8 avis défavorables et 19 avis divisés concernant des demandes introduites par des entreprises agréées titres-services (92 avis).
- La Commission a rendu 28 avis favorables, 7 avis défavorables et 6 avis divisés concernant des demandes introduites par des prestataires de formation externes (41 avis).

Travaux et réflexions

En 2021, les travaux de la Commission FFTS ont essentiellement porté sur :

- La remise d'avis sur les demandes d'approbation de formations qui lui ont été soumises par l'Administration (133 avis en 2021).
- Le suivi des avis rendus par la Commission.
- Le suivi du tableau de jurisprudence des refus.
- L'approbation du rapport d'activités 2020 de la Commission FFTS.
- La préparation et l'envoi d'un courrier à Deloitte dans le cadre du programme "Budget base zéro". Les membres de la Commission FFTS ont en effet été sollicités par le consultant afin de répondre à un questionnaire portant sur l'efficacité, l'efficience ou encore la cohérence du fonds de formation Titres-services. Les membres ont décidé d'envoyer une réponse

¹ Cinq autres dossiers ont été soumis à la Commission en décembre 2021. Les avis ont toutefois été rendus en janvier 2022, à l'issue d'une procédure de validation électronique.

collective, au nom de la Commission FFTS, à Deloitte afin de rappeler l'historique du fonds et de réaffirmer leur soutien à ce dispositif.

- Des points d'informations divers : travaux en cours au niveau du SFMQ au sujet du référentiel métier "aide-ménagère titres services", préparation et suivi de la mesure d'"aide au permis de conduire" pour les aide-ménagères, relations entre le fonds de formation TS régional et le fonds de formation sectoriel FORM TS, mesures d'aides au secteur dans le cadre de la crise du Covid-19, ...

En savoir plus sur la [Commission consultative Fonds de Formation Titres-services](#)



Commission PMTIC

Plan mobilisateur des Technologies de l'Information et de la Communication

La Commission PMTIC a pour principale mission de remettre des avis en matière d'octroi, de suspension et de retrait d'agrément des opérateurs de formation PMTIC, de répartir les quotas d'heures de formation entre les opérateurs et, plus globalement, de superviser le dispositif PMTIC.

Le Plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication mis en œuvre par le Gouvernement wallon en 2005 (après une expérience pilote de 2002 à 2004), est un dispositif destiné à sensibiliser et à former aux TIC le public des demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du revenu d'intégration ou de l'aide sociale qui ne sont pas ou peu familiarisés à ces technologies et qui souhaitent s'y former.

Présidence

Jérôme THIRY

Vice-Présidence

Jacques SPELKENS

Michel VERSTREPEN

Secrétaires de Commission

Claude GONTIER

Anne GUILLICK

Assistantes administratives

Carmelina MONTAGNINO

Laurie PRESTI

En 2021, la Commission s'est réunie à 4 reprises.

Les travaux de la Commission ont porté sur :

- l'octroi des heures supplémentaires à consommer en 2021 par certains opérateurs de formation ;
- l'octroi des heures à consommer en 2022 par les opérateurs de formation ;
- l'adoption du rapport d'activités 2020 de la Commission P.M.T.I.C. ;
- la présentation du rapport chiffré 2019 de l'Administration sur le dispositif PMTIC ;
- la présentation du rapport chiffré 2020 de l'Administration sur le dispositif PMTIC ;
- la présentation du rapport semestriel du LABSET ;
- les réflexions sur la réforme du dispositif PMTIC ;
- la situation des opérateurs PMTIC et expert pédagogique.

Avis

Au cours de l'année 2021, la Commission PMTIC a rendu 2 avis sur :

- la répartition d'heures supplémentaires pour 2021 entre les opérateurs de formation (288 heures accordées pour un opérateur et 1.870 heures refusées à un autre) ;
- la proposition de répartition, pour l'année 2021, d'heures de formation entre opérateurs de formation (136.876 heures à répartir entre 53 opérateurs).

En savoir plus sur
[la Commission PMTIC](#)



Centre de Documentation

Responsable

Jean-Claude PIRLOT

Le Centre de Documentation traite l'information et rassemble des documents ayant trait essentiellement à la politique régionale wallonne, à l'économie, aux matières sociales et environnementales. Il rejoint les préoccupations du CESE Wallonie (matières étudiées au sein des différentes instances (Commissions internes, Pôles, Conseils consultatifs et Commissions d'agrément).

Composition du fonds documentaire

- 5.000 monographies (livres, brochures, rapports, etc.);
- 60 périodiques courants ;
- journaux : le CESE Wallonie est abonné à une dizaine de quotidiens (en version papier et numérique). Les quotidiens ne sont pas conservés.

Exploitation du fonds documentaire du CESE Wallonie et des sources externes

Revue des acquisitions

Une revue des acquisitions reprenant les titres et tables des matières des documents réceptionnés est réalisée. Cette revue des acquisitions peut être consultée sur la plateforme partagée Teams du CESE Wallonie.

Recherches d'informations

Le Centre de Documentation assure la veille documentaire et pratique la diffusion sélective de l'information. Il exploite son propre fonds documentaire et ses sources d'information en ligne.

Le Centre de Documentation est principalement à la disposition du personnel du CESE Wallonie mais il est aussi accessible au public, sur rendez-vous.

Fournitures de documents primaires

Le Centre de Documentation se charge d'obtenir, pour le personnel, des monographies, des articles de périodique. Par ailleurs, le service est membre de l'ABD (Association belge de Documentation) et du réseau IMPALA (système de commande électronique de documents).

Base de données bibliographiques

Le Centre de Documentation réalise une base de données comprenant les références bibliographiques d'une sélection de documents acquis. D'autre part, un relevé trimestriel des études et rapports publiés par d'autres institutions est établi.

Presse

La presse est dépouillée quotidiennement; une revue de presse est diffusée par voie électronique et le Centre de Documentation fournit des articles de presse soit d'initiative, soit à la demande.

Communication

Responsable :

Nathalie BLANCHART

Graphiste - Assistante administrative :

Nathalie HOUNJE

Les publications, l'organisation d'événements, la communication digitale et les relations extérieures constituent les principaux axes du travail du Service Communication. Outre la communication externe, le Service assure également le suivi des actions de communication interne.

Le Service Communication est sous la responsabilité du Secrétaire général.

La crise sanitaire et les mesures adoptées ont eu un impact sur les actions du Service communication. Ainsi, l'organisation des événements en visioconférence, initiée en 2020, s'est confirmée en 2021 tant pour le public externe que pour le personnel.

Communication externe

Publications

Revue Wallonie

Pour rappel, une nouvelle formule a été mise en place en 2020, apportant un renouvellement au niveau de la structure, du fond et de la maquette. La rédaction et la mise en page sont assurées en interne.

Au niveau de la structure, les rubriques "Invité" et "Dossier" permettent de développer les thématiques abordées lors des événements du Conseil (voir ci-après) ; la rubrique "Actus" présente les principaux travaux du CESE Wallonie tandis que celle des "Livres" propose une sélection d'ouvrages et d'études du Centre de Documentation (voir p.71).

Le mode rédactionnel alterne les articles, les interviews et les témoignages. La mise en page est réalisée sur base de la maquette définie en 2020. Celle-ci se veut résolument aérée et claire, pour assurer le plus grand confort de lecture possible.

La revue est imprimée en 1.200 exemplaires et diffusée auprès des membres de l'ensemble des instances du CESE Wallonie, des acteurs du monde politique, économique et de l'Administration, à la presse... Elle est également disponible en version PDF sur le site internet, dès la parution.



75 ans d'histoire économique de la Wallonie



Le CESE Wallonie a publié "75 ans d'histoire économique de la Wallonie", qui propose une vision globale des évolutions de l'économie wallonne de 1945 à 2020.

En 2004, le Conseil publiait "50 ans d'histoire économique de la Wallonie", donnant une idée générale de l'évolution économique de la Wallonie depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il est apparu utile de prolonger l'exercice d'un quart de siècle pour intégrer des évolutions plus récentes. La nouvelle édition offre une vision globale des évolutions de l'économie wallonne de 1945 à 2020, en présentant les principaux chiffres en matière d'investissements, de secteurs d'activités, d'emplois, de démographie et en les situant dans le contexte historique.

Six périodes sont passées en revue, faisant le point sur la situation de la Wallonie en lien avec les événements marquants de chaque époque :

- 1945-1963 : le décrochage occulté par la croissance
- 1963-1973 : les golden sixties, une réalité contrastée
- 1973-1988 : crises, croissances et ambiguïté
- 1988-1996 : vers un exercice difficile de nouvelles compétences
- 1996-2010 : programmes de redéploiement économique et social
- 2010-2020 : un rebond à confirmer... et une crise sans précédent

La mise en page a été réalisée par la graphiste du Service Communication. Cette publication a été imprimée en 2.000 exemplaires et largement diffusée début mars ; une version PDF est également disponible sur le site internet. Une courte vidéo a été réalisée pour annoncer la publication.

Communication

Rapport d'activité 2020



Le rapport d'activité est élaboré sur base des contributions de l'ensemble des collaborateurs du CESE Wallonie. La mise en page, la rédaction de plusieurs parties et la coordination sont assurées par le Service Communication.

Ce rapport constitue la synthèse de l'ensemble de travaux menés par le CESE Wallonie et les instances de la fonction consultative regroupées au Conseil.

L'édition du rapport d'activité 2020 a fait l'objet d'une refonte, tant au niveau de la structure que de la mise en page. La nouvelle formule a pour objectif de présenter l'ensemble des travaux du Conseil de manière plus condensée et dynamique.

Une version imprimée du rapport d'activité est envoyée aux Parlement et au Gouvernement de Wallonie. Une diffusion par voie électronique est assurée auprès des membres de l'ensemble des instances du CESE Wallonie, des acteurs du monde politique, économique et de l'administration, à la presse. Celle-ci a eu lieu le 17 juin 2021. Une courte animation vidéo reprenant les principaux éléments du rapport a également été réalisée et diffusée via les réseaux sociaux.

Événements

Webinaires thématiques transversaux

- *Webinaires thématiques transversaux sur la politique de la ville*



Pour rappel, un cycle de quatre séminaires "La ville face aux défis du futur" a été lancé en 2020. Ces événements, organisés en visioconférence vu le contexte sanitaire, visaient à mener une large réflexion sur le thème de la ville dans ses différentes composantes et à aborder les enjeux transversaux liés à cette thématique. Après les deux premiers webinaires de 2020 (25 septembre : "La ville et réflexion" et 27 novembre "La ville en cohésion"), deux webinaires ont été organisés en 2021.

25 mars 2021 : la ville en reconstruction



Participation

- 187 participants
- 17 personnes ont visionné l'enregistrement

Programme

Ce webinaire était centré sur le redéploiement économique et commercial des villes. La première partie du webinaire a été consacrée à la présentation des politiques mises en place en Wallonie pour assurer le développement économique et commercial de la Wallonie et de ses villes. Ensuite, plusieurs témoignages ont permis d'en savoir plus sur des projets concrets menés à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), Seraing, Mons et Namur.

Le dossier du numéro 147 de la revue Wallonie (avril) a été consacré au suivi de ce webinaire.

Communication

26 mai 2021 : la ville en transition



Participation

- 139 participants
- 41 personnes ont visionné l'enregistrement

Programme

Ce webinaire de clôture du cycle sur la politique de la ville a été centré sur les enjeux de la transition pour les villes et les initiatives développées pour répondre aux défis actuels et futurs.

Trois témoins-clés et acteurs de la ville en transition sont intervenus. Lise BOURDEAU-LEPAGE, Professeure de géographie à l'Université Jean Moulin- Lyon 3, a abordé la question du bien-être des habitants de villes. Ensuite, Sébastien MAIRE, Délégué général de l'association "France Ville Durable", est intervenu sur la transformation écologique des territoires. Enfin, Vincent CALLEBAUT, Architecte urbaniste belge reconnu internationalement, a présenté ses projets architecturaux de la ville de demain.

Le dossier du numéro 148 de la revue Wallonie (juillet) a été consacré au suivi de ce webinaire.

- *Webinaires thématiques transversaux sur les enjeux de la digitalisation*

Le CESE Wallonie a lancé le cycle de webinaires sur les enjeux de la digitalisation. Les deux premiers webinaires ont eu lieu en 2021.

24 septembre 2021 - Enjeux de la digitalisation : inclusion, attractivité et transition



Participation

- 110 participants
- 10 personnes ont visionné l'enregistrement

Programme

Pour ce premier webinaire consacré aux enjeux de la digitalisation, des exposés d'experts de l'Agence du Numérique (sur la maturité numérique des citoyens), de la Fondation Roi Baudouin, de l'Institut Destrée, de l'ISIT (Belgian Institute for Sustainable IT) ont été organisés. Les enjeux et les perspectives en termes d'usages du numérique, d'inclusion et de lutte contre la fracture numérique, d'attractivité du territoire ou encore de numérique responsable ont été présentés.

Le dossier du numéro 149 de la revue Wallonie (octobre) a été consacré au suivi de ce webinaire.

26 novembre 2021 - Enjeux de la digitalisation : développement économique et évolution des pratiques



Participation

- 86 participants
- 4 personnes ont visionné l'enregistrement

Programme

Pour ce webinaire consacré aux enjeux de la digitalisation en termes de développement économique, des exposés sur la maturité numérique des entreprises et le déploiement du réseau de fibre optique en Wallonie ont été programmés. Des expériences de stratégies digitales en matière de tourisme et de commerce ainsi que d'un démonstrateur de l'industrie 4.0 ont été présentés. Des chefs d'entreprises ont également témoigné sur la manière dont la digitalisation offre de nouvelles opportunités de développement.

Communication

Web'Actus du Conseil

Outre les séminaires/webinaires thématiques organisés 4 fois par an, il a été décidé de mettre en place des webinaires de manière plus régulière (1x/2 mois) sous une formule plus souple et plus adaptée à la formule digitale.

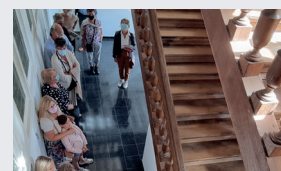
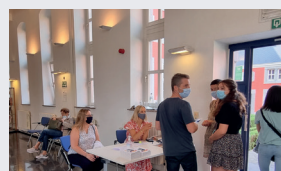
En 2021, les Web'Actus suivants ont eu lieu :

- 11 février : Anne DISTER - Inclure sans exclure : comment rédiger de manière inclusive et accessible?
 - 167 participants
 - 13 personnes ont visionné l'enregistrement
- 21 avril : Frédéric BOUHON – Répondre à la crise sanitaire sans briser l'État de droit : un défi constitutionnel majeur
 - 143 participants
 - 14 personnes ont visionné l'enregistrement
- 3 juin : Emilie VAN HAUTE – Situation et perspectives politiques en Belgique, deux ans après les élections
 - 75 participants
 - 10 personnes ont visionné l'enregistrement
- 20 octobre : Laurent TASKIN – Organisation du travail "post-covid"
 - 86 participants
 - 15 personnes ont visionné l'enregistrement
- 9 décembre : Caroline FAILLET - Décoder l'info : comment décrypter les fake news ?
 - 119 participants
 - 12 personnes ont visionné l'enregistrement

La rubrique "Invité" de la revue Wallonie propose l'interview des intervenants des Web'Actus.

Journées du Patrimoine

Pour la première fois depuis cinq ans, le Vertbois a ouvert ses portes au grand public le week-end des 11 et 12 septembre, dans le cadre des Journées du patrimoine dont le thème était "Femmes et patrimoine". Sur les deux jours, 350 personnes ont pu visiter le bâtiment, découvrir son histoire grâce aux guides de l'asbl Art&Fact, ainsi que son utilisation actuelle, en discutant avec plusieurs membres du personnel présents. Vu le thème de l'année, une attention particulière a été portée aux travaux du Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes dont le CESE Wallonie assure le secrétariat.



Communication digitale

Site internet



L'actualisation du site internet a été réalisée de manière régulière ainsi que la diffusion de la newsletter externe annonçant les activités du CESE Wallonie.

Deux modifications techniques portant sur les avis ont été apportées au site internet, dans un souci d'amélioration de l'expérience des utilisateurs.

Pour rappel, la base de données du site internet propose plus de 2.000 avis rendus par les différentes instances consultatives, avec un système permettant des recherches par instance, thématique, année, commune ou mot-clé. Depuis mi-2021, l'affichage du premier tableau de résultats des avis a été légèrement modifié, de manière à avoir une vue

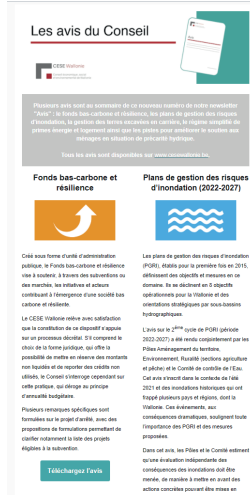
d'ensemble sur les avis rendus par les différentes instances.

L'autre modification apportée au site internet consiste en une harmonisation des intitulés des titres des avis paraissant dans les tableaux de résultats des avis, afin d'en améliorer la lisibilité, sans que les possibilités de recherche détaillées ne soient impactées.

En 2021, six newsletters ont été diffusées.

Communication

Communication des avis



Afin de renforcer la connaissance de la fonction consultative, une newsletter "Avis" est régulièrement diffusée. Cette newsletter est distincte de la newsletter externe générale présentant l'actualité du Conseil.

En 2021, il y a eu 6 newsletters "Avis".

Réseaux sociaux

La communication sur les trois réseaux sociaux (Twitter, LinkedIn, Facebook) a été poursuivie.

 twitter.com/cesewallonie

 be.linkedin.com/conseil-economique-et-social-de-wallonie

 www.facebook.com/cesewallonie

Animations vidéo

En 2021, trois animations vidéo ont été réalisées en interne et diffusées :

- Annonce de la publication "75 ans d'histoire économique de la Wallonie".
- Présentation des principaux éléments du rapport d'activité 2020.
- Retour en images sur le week-end des journées du patrimoine des 11 et 12 septembre.

Ces animations vidéo sont disponibles sur la page Youtube du CESE Wallonie.

Presse

Le Service Communication est chargé des relations avec la presse, qui se traduisent par l'envoi de communiqués, l'organisation de conférences de presse, la diffusion des publications, ainsi que les réponses aux demandes ponctuelles des journalistes par rapport aux sujets d'actualité.

En 2021, trois communiqués de presse ont été diffusés :

- le 2 mars sur la parution de " 75 ans d'histoire économique de la Wallonie".
- le 29 juin sur le renouvellement de l'Assemblée générale du CESE Wallonie.
- le 6 septembre sur l'organisation des portes ouvertes du Vertbois dans le cadre des journées du patrimoine.

Les publications, newsletters, invitations aux événements sont également envoyées à la presse.

Communication interne

L'année 2021 a également été marquée par la crise sanitaire et les adaptations nécessaires en ce qui concerne la communication interne.

Newsletter

Sept numéros de la newsletter interne "Conseil & Vous" ont été diffusés au personnel en 2021.

Suivi Covid-19

Les informations au personnel concernant les mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au covid-19 ont continué à être transmises via différents outils de communication.

Événements

Pour la fête du personnel, une rencontre virtuelle s'est déroulée le 8 janvier 2021 avec un spectacle de magie en ligne. Chaque membre du personnel a reçu à cette occasion un colis de produits locaux.

Une autre rencontre a également eu lieu le 7 mai 2021, avec un escape game virtuel à l'Opéra royal de Wallonie.

Enfin, afin de réunir les membres du personnel en présentiel, une sortie dans les environs de Trooz a été organisée le 25 juin 2021, avec deux balades suivies d'un apéro en extérieur à la Ferme des Loups.

Rapport d'activité 2021

Editeur responsable

Luc SIMAR
Rue du Vertbois, 13c
4000 LIEGE

Rédaction des textes

Services du CESE Wallonie

Coordination

Service Communication
Nathalie BLANCHART

Mise en page

Service Communication
Nathalie HOUNJE

Photographies

Frédéric SÉRÉ
CESE Wallonie